

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA FAUTE INEXCUSABLE

EN

Matière d'Accidents de Travail

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 26 Avril 1909, à 10 heures

PAR

G. BRAVARD

Président : M. JAY, professeur.

Suffragants { *MM. GIDE, professeur.*
WAHL, professeur.

PARIS

IMPRIMERIE HENRI JOUVE

15, Rue Racine, 15

1909

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA FAUTE INEXCUSABLE

EN

Matière d'Accidents de Travail

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 26 Avril 1909, à 10 heures

PAR

G. BRAVARD



Président : M. JAY, professeur.

Suffragants { *MM. GIDE, professeur.*
WAHL, professeur.

PARIS

IMPRIMERIE HENRI JOUVE

15, Rue Racine, 15

—
1909

A MON PÈRE ET A MA MÈRE

A MA FEMME

A MA FAMILLE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547126_0003

La Faute Inexcusable

En matière d'accidents de travail

INTRODUCTION

La loi du 9 avril 1898 — « concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail » — a consacré la théorie du risque professionnel, qui rend les patrons responsables des conséquences des accidents, arrivés non seulement par leur propre faute, mais aussi par cas fortuits ou force majeure, et même par la faute des ouvriers.

Toutefois elle ne l'a pas admise dans son intégralité : les paragraphes 2 et 3 de son article 20 contiennent, en effet, un tempérament important au nouveau principe de responsabilité, destiné à remplacer les dispositions des articles 1382 et suivants du Code civil.

Voici le texte de ces paragraphes :

« Le tribunal a le droit, s'il est prouvé que l'accident est dû à une faute inexcusable de l'ouvrier, de diminuer la pension fixée au titre I.

« Lorsqu'il est prouvé que l'accident est dû à la faute inexcusable du patron, ou de ceux qu'il s'est substitués dans la direction, l'indemnité pourra être majorée, mais sans que la rente ou le total des rentes allouées puisse dépasser soit la réduction, soit le montant du salaire annuel. »

Ainsi, dans certains cas, il est apporté, dans l'application de la loi, certaines modifications aux prescriptions générales.

Rappelons-les brièvement : en matière d'accidents de travail, l'ouvrier n'a pas à prouver la faute du patron ; la matérialité de l'accident, dont il a été victime, suffit à lui donner droit à la réparation du dommage qu'il a subi, et qui est considéré comme une simple charge supplémentaire des entreprises, et une contre-partie des bénéfices ; les indemnités, accordées à l'ouvrier, ont un caractère particulier : elles sont transactionnelles et forfaitaires, transactionnelles parce qu'elles ne s'élèvent pas au montant total du préjudice causé, forfaitaires parce qu'elles sont d'avance fixées à un taux déterminé (art. 3), à moins de faute inexcusable de la part du patron ou de l'ouvrier.

Mais alors qu'est-ce que la faute inexcusable ? La

loi ne le dit pas ; le Code civil l'ignore ; le droit criminel emploie cette expression, mais, à coup sûr, n'y attache pas la même signification. Pourquoi donc a-t-elle été adoptée par les législateurs de 1898 ? Ceux-ci ont-ils voulu faire une innovation ? Dans quel but ?...

On distinguait auparavant, dans l'échelle des fautes, la faute légère et la faute lourde. Quel rang va occuper désormais la faute inexcusable ? Ce sont autant de questions qui font l'objet de cette thèse ; les conséquences qui en découlent sont trop importantes pour le patron et l'ouvrier, pour qu'il soit inutile d'en rechercher la solution.

Comment expliquer cette absence complète d'explications dans le texte de la loi ? Evidemment ce ne peut être qu'un oubli volontaire de la part de ses auteurs ; c'est donc intentionnellement qu'ils sont demeurés dans l'imprécision ; à vrai dire, il était difficile qu'il en fût autrement ; nous verrons la presque impossibilité de donner une définition complète de la faute inexcusable ; elle ne peut être appréciée qu'entourée des circonstances qui l'ont accompagnée ; il faut donc se garder de la dégager des faits eux-mêmes ; mais alors la question qui se pose à son égard est une simple question de fait et non une question de droit. Et on arrive ainsi à comprendre que les législateurs aient laissé aux tribunaux le soin de la déterminer, puisqu'il est indispensable,

chaque fois qu'on la rencontre, de juger pourquoi, comment, dans quelle occasion elle a été commise.

Cependant, dès à présent, on ne peut s'empêcher de regretter qu'ils n'aient pas donné quelques exemples-types de faute inexcusable, qui auraient servi de cadres à l'interprétation des juges et des auteurs. A défaut de ces points de repère, on pouvait craindre quelque désaccord dans la doctrine et dans la jurisprudence ; il est survenu inévitablement ; cependant il est fâcheux qu'une divergence de vues existe aussi grande en cette matière : elle peut provoquer quelque erreur dans les décisions judiciaires.

Par conséquent, il est intéressant au point de vue théorique, et utile au point de vue pratique de chercher à déterminer exactement les caractères de la faute inexcusable. En entreprenant ce travail, nous ne nous dissimulons nullement la difficulté de notre tâche, puisqu'il nous faudra prendre parti pour et contre des écrivains également distingués.

Nous espérons seulement que notre thèse ne sera pas tout à fait vaine, et nous nous déclarerons pleinement satisfait, comme il convient à notre ambition nécessairement modeste, si nous réussissons à rendre plus égale, plus uniforme, l'application de la loi du 9 avril 1898, d'une importance si manifeste, puisqu'en déterminant les conséquences des accidents de travail, elle règle les rapports des patrons et des ouvriers, et a, de ce fait, une portée sociale considérable.

CHAPITRE PREMIER

Définition et caractère de la faute inexcusable

La loi du 9 avril 1898 a eu une gestation fort laborieuse ; avant d'être définitivement votée par la Chambre des députés et le Sénat, elle a fait l'objet de longs débats qui n'ont duré pas moins de quinze années ; en particulier, les paragraphes 2 et 3 de l'article 20, relatifs à la faute inexcusable ont soulevé à chaque législature de nombreuses discussions qui ne se terminèrent que le jour où nos parlementaires intransigeants consentirent à se rencontrer sur un terrain transactionnel.

C'est qu'en effet dès les débuts ce fut une guerre de principes, entretenue par des adversaires également ardents, également convaincus de la supériorité de leurs armes et désireux de faire triompher la cause qu'ils défendaient ; c'étaient, d'une part, les partisans de la couverture de la faute lourde, qui luttaient pour faire comprendre, dans le risque professionnel, tous les accidents, quelle que fût la gravité de la faute,

qui les eût occasionnés, d'autre part, ceux qui, ne pouvant admettre que l'ouvrier coupable d'une faute lourde pût réclamer la réparation du préjudice subi, combattaient pour la faire exclure de la législation nouvelle. Ainsi deux systèmes étaient en présence ; successivement, chacun d'eux remporta la victoire, il est vrai sur des champs différents : l'un à la Chambre des députés, l'autre au Sénat.

Finalement, il n'y eut ni vainqueurs, ni vaincus : un troisième système, celui de la faute inexcusable, survint, intermédiaire entre les deux autres ; il n'excluait pas la faute lourde, et en même temps il ne la couvrait pas complètement ; il se bornait à élargir ou à restreindre le risque professionnel au cas de faute inexcusable du patron ou de l'ouvrier, mais sans rouvrir la porte à l'article 1382 du Code civil ; de plus il se réservait la faculté de prendre parti selon les circonstances ; c'était éviter toutes difficultés de principe, supprimer tous motifs de lutte ; bientôt les hostilités furent suspendues ; la paix ne tarda pas à être définitivement signée par les deux adversaires, et la loi votée.

Pour connaître exactement son esprit, il est indispensable de retracer les débats, qui ont précédé une telle médiation ; nous examinerons donc les travaux parlementaires, qui seront notre première source de documentation (section I) ; puis nous passerons en revue les traités des principaux auteurs qui ont

cherché également à projeter quelque lumière sur cette délicate question (section II) ; enfin, sachant le rôle important laissé aux tribunaux dans l'application de la loi de 1898, nous relaterons les jugements et arrêts, qui nous paraîtront constituer les meilleurs exemples de fautes inexcusables (section III).

SECTION I

TRAVAUX PARLEMENTAIRES

L'étude des travaux parlementaires est utile, non seulement parce qu'elle nous donne des indications très sérieuses sur les caractères de la faute inexcusable, mais encore parce qu'elle place sous nos yeux les débats, tels qu'ils se sont déroulés, avec les personnages qui y ont pris part ; on se rend mieux compte alors des efforts déployés par les partisans de l'un et l'autre systèmes, de l'évolution subie par les esprits, des transformations apportées dans le texte de la loi, et aussi des difficultés, qui, bien souvent, ont embarrassé les législateurs ; on ne s'étonne plus des décisions qu'ils ont adoptées, ni du temps qu'ils ont mis à les voter.

Il nous est impossible de reproduire ici toutes les discussions qui ont accompagné les différents projets de loi et amendements soumis à la Chambre

des députés et au Sénat de 1883 à 1898 ; mais nous devons tout au moins en présenter un exposé assez complet, qui nous permettra de dégager, de l'amas confus des textes et des paroles, le sens exact qu'il faut donner, d'après le Parlement, à la faute inexcusable.

A. — **Exposé.** — Nous envisagerons d'abord la faute de l'ouvrier, puis celle du patron.

1° *Faute de l'ouvrier.* — C'est en 1883, dans le projet soumis à la Chambre des députés et défendu par M. Félix Faure (1), que nous voyons poser pour la première fois la question de la faute de l'ouvrier ; elle était résolue de la manière suivante :

Le patron, dans les limites pécuniaires, fixées par la loi, était responsable des accidents, même en cas de faute de l'ouvrier.

Il n'était donc pas question de la faute lourde pour laquelle il n'était fait aucune exception.

Ce projet rencontra une vive opposition ; il fut critiqué en particulier par M. Peulevey, puis renvoyé à la Commission (2) qui mit cinq ans, pour en élaborer un autre, reposant d'ailleurs sur les mêmes bases.

En 1888, le nouveau projet fut déposé à la Cham-

1. Ch. des députés. Séance du 8 mars 1883. *J. off.* du 9. Déb. parl., p. 520.

2. Ch. des députés. Séances des 20 et 23 octobre 1884. *J. off.* des 21 et 24 octobre. Déb. parl., p. 2071 et 2103.

bre des députés et présenté par M. Duché, rapporteur, qui déclara : « L'indemnité est à la charge du chef de l'entreprise, quelle qu'ait été la cause de l'accident » ; une seule restriction était admise ; nous la citons à titre purement documentaire, et aussi parce que nous la rencontrerons à nouveau dans plusieurs projets de loi postérieurs, mais elle ne devait pas passer dans le texte définitif. La voici : « Toutefois il ne sera dû aucune indemnité à la victime qui, à raison de l'accident, aura encouru une condamnation criminelle ou correctionnelle. »

Les mêmes discussions qu'en 1883 reprirent ; M. Camescasse soutint que l'ouvrier ne devait pas avoir droit à une indemnité, s'il était la cause unique de l'accident (1) ; il déposa, ainsi que M. Ribot, un amendement tendant à remplacer les dispositions sus-énoncées du projet de la Commission par les suivantes : « Il ne sera dû aucune indemnité à la victime dont l'imprudence ou la négligence inexcusables auraient été la cause unique de l'accident », et il le défendit en disant que, à son avis, il ne fallait pas qu'une condamnation correctionnelle, susceptible d'être prononcée pour une faute assez légère, pût suffire à rendre la victime non-recevable dans son action, et que, par contre, souvent une négli-

1. Ch. des députés. Séance du 27 mai 1888. *J. off.* du 28 mai. Déb. parl., p. 1423.

gence ou une imprudence pouvait produire des conséquences telles qu'elles équivalussent à l'intention criminelle.

Au nom de la Commission M. Jumel répliqua et demanda à la Chambre de repousser l'amendement en proposant de fixer le minimum d'un mois de prison pour les condamnations correctionnelles, qui supprimeraient le droit à l'indemnité, et en faisant observer, en ce qui concerne l'imprudence ou la négligence, que le mot inexcusable, dans la théorie des fautes, n'était pas usité en matière civile, mais seulement en matière criminelle.

La Chambre des députés ne le suivit pas complètement dans cette voie ; les 22 mai et 28 juin 1888 (1), elle repoussait l'amendement Camescasse et, en même temps, supprimait du texte de la Commission la phrase : « Ou qui, en raison de l'accident, aurait encouru une condamnation à plus d'un mois de prison. »

Par conséquent, à cette époque, le système du risque professionnel intégral l'emportait à la Chambre des députés : les législateurs se refusaient à envisager la question de faute lourde de l'ouvrier, et à atténuer ou supprimer dans ce cas la responsabilité des patrons.

1. *J. off.* des 23 mai et 29 juin 1888 ; déb. parl., p. 1473 et 1928.

Passons au Sénat.

En 1886, la Commission proposa d'adopter les dispositions votées par la Chambre des députés, en supprimant seulement dans la phrase : « Cette indemnité est à la charge du chef de l'entreprise, quelle qu'ait été la cause de l'accident », les mots « quelle qu'ait été la cause de l'accident ». En réalité cette modification n'était pas importante ; elle était de pure forme ; M. Tolain le déclara dans son rapport.

De même qu'à la Chambre des députés ce projet souleva au Sénat de nombreuses protestations, parmi lesquelles il convient de citer celles de MM. Blavier, Béranger, Trarieux, Le Breton, Bardoux, Cordelet, Maze, qui s'efforcèrent de faire admettre par leurs collègues le système opposé de l'exclusion de la faute lourde ; c'est, par exemple, M. Blavier qui soutint que le risque professionnel mis à la charge du patron ne devait comprendre que les cas fortuits ou de force majeure (1), puis MM. Béranger et Trarieux, qui déposèrent et développèrent un contre-projet dont l'article 1^{er} était ainsi conçu : « Tout accident causé par l'exécution d'un travail reconnu dangereux, donne droit, au profit de l'employé ou de l'ouvrier, qui en a été victime, ou à ses ayants droit, à une indemnité, à moins qu'il ne soit établi, que l'ac-

1. Sénat, séance du 8 mars 1889. *J. off.* du 9 mars ; déb. parlem. p. 216.

cident a été causé par sa propre imprudence » ; enfin M. Cordelet, qui demandait l'exonération pour le patron de toute responsabilité dans le cas de faute lourde de l'ouvrier.

A tous ces orateurs, M. Tolain, rapporteur, répondit : « Je reconnais que la vérité juridique serait de laisser au patron la responsabilité de sa faute. Je reconnais la chose juste en théorie, mais je vous demande si cette théorie est applicable dans la pratique... J'ai cherché ce qu'était une faute lourde et je n'en est pas trouvé de définition. Il y a bien des arrêts qui ont essayé de définir la faute lourde, mais je n'ai pas vu dans le Code cette définition (1). »

Ainsi, la question de faute lourde n'était pas posée, parce qu'il semblait difficile, sinon impossible, à la Commission de la définir.

Mais M. Tirard, président du Conseil, trouva avec raison que ce n'était pas un motif suffisant ; il le dit en ces termes : « Il est certain que lorsqu'on peut établir qu'un ouvrier a commis une faute lourde, et par conséquent intentionnelle... » — Un sénateur à gauche : « Ce n'est pas la même chose. » — M. le président du Conseil : « Je crois que j'ai mis le doigt sur le point délicat ; la faute ne peut être qualifiée de lourde, que lorsqu'on est en présence d'une négli-

1. Sénat, séance du 12 mars 1889. *J. off.* du 13 ; déb. parl., p. 237.

gence, qui va jusqu'à la méchanceté, jusqu'au mauvais vouloir. J'entends qu'on proteste ; qu'il me soit permis alors de demander ce qu'on entend par faute lourde... Du moment où l'on propose de mettre à l'écart la faute lourde, j'en demande la définition nette et positive. Or c'est là précisément qu'est la grande difficulté (1). »

Ces paroles du président du Conseil furent entendues et comprises ; le Sénat ne voulut pas que, sans autre discussion des contre-projets Blavier et Bérenger, il fût passé outre ; il les renvoya à la Commission qui vit, dans ce vote, une atteinte à ses principes ; plutôt que de les examiner, elle donna sa démission.

M. Bardoux remplaça alors M. Tolain comme rapporteur.

Le système préconisant l'exclusion de la faute lourde triomphait donc au Sénat ; il fut même adopté par la nouvelle Commission qui l'inséra dans son projet de loi : « Le patron est exonéré de la responsabilité de l'accident dans le cas de faute lourde de la victime (2). »

1. Sénat, séance du 25 mars 1889. *J. off.* du 26 ; déb. parl., p. 325.

2. M. Blavier proposa un paragraphe additionnel ainsi conçu : « La faute lourde s'entend d'une faute ayant entraîné une condamnation criminelle ou correctionnelle à plus de huit jours d'emprisonnement » ; mais cet amendement, réservé pour la deuxième délibération, ne fut pas repris en deuxième lecture.

En séance, M. Béranger émit, sur l'expression de faute lourde, de nouvelles considérations, qu'il semble intéressant de rapporter : « La faute lourde, dit-il, n'est pas définie dans nos Codes. La jurisprudence supplée au silence de la loi, mais c'est précisément la définition de doctrine, qu'on en pourrait tirer, qui m'inquiète ; on trouve en effet dans maints arrêts, que la faute lourde n'est pas autre chose que le dol. » — M. Bardoux : « Elle se rapproche du dol, elle y est assimilée. » — M. Béranger : « Evidemment, la pensée de la commission n'a pas été de donner aux mots de « faute lourde » cette signification, car elle n'atteindrait dans ce cas que la faute intentionnelle. Il conviendrait donc peut-être que le mot fût changé. »

Mais le Sénat estima qu'il ne pouvait pas apporter de plus grandes modifications au texte adopté par la Chambre des députés, et il vota la nouvelle rédaction du projet qui, nous l'avons vu, exonérait le patron, en cas de faute lourde de l'ouvrier (1).

En 1890, un nouveau projet fut présenté à la Chambre des députés, au nom du gouvernement, par M. Jules Roche ; il disait : « Le chef d'industrie n'est pas responsable quand il prouve que l'accident est dû à la faute lourde de la victime. » Mais il ne donna

1. Sén., séance du 1^{er} avril 1889. *J. off.* du 2 ; déb. parl., p. 377.

lieu à aucune discussion méritant d'être particulièrement signalée.

Arrivons de suite au projet de la Commission de la Chambre des députés, en 1893, qui contenait cette disposition importante : « Le tribunal... a le droit s'il est prouvé par le patron que l'accident est dû à une faute lourde de l'ouvrier, de diminuer ou même de refuser toute la pension à la victime ou à ses représentants. »

M. Louis Ricard, rapporteur, la commenta en ces termes : « Fallait-il, ainsi que le demandent le projet de loi du Sénat et celui du gouvernement, décider qu'en cas de faute lourde du patron et de l'ouvrier, les principes généraux du droit reprendraient seuls leur empire. Sans doute il n'est personne qui ne commette personnellement des imprudences ; c'est, comme on l'a dit, dans la nature humaine. Or l'homme ne change pas, lorsqu'il est embauché dans une usine ou dans une manufacture ; il s'habitue même progressivement au danger, et les machines, qui l'effraient au premier abord, lui deviennent vite familières au point qu'il ne soupçonne plus guère le danger auquel il est à chaque instant exposé.

« Il serait donc inique de faire supporter à l'ouvrier les conséquences d'une incurie, en quelque sorte nécessaire, et qui, dans tous les cas, est dans la nature des choses. Mais est-il possible d'assimiler les accidents dus à la faute ordinaire ou légère à

ceux causés par une faute lourde, par une faute grossière d'un ouvrier ?

« Le chauffeur, qui, n'écoulant pas l'appel strident du sifflet signalant la haute pression de la vapeur dans la chaudière, est brûlé par un jet de vapeur, a-t-il le droit de se plaindre. Un couvreur, qui, sur le haut d'un toit, veut se poser en acrobate devant ses camarades, doit-il être recevable à demander une indemnité lorsqu'il s'est brisé un membre ?

« En ce qui concerne les accidents donnant lieu à des rentes ou pensions, nous avons établi des règles spéciales pour les fautes lourdes, c'est-à-dire pour celles qui seraient véritablement inexcusables et grossières.

« Nous reconnaissons au tribunal le droit, s'il est prouvé que l'accident est dû à une faute lourde de l'ouvrier, de diminuer ou même de refuser toute pension à la victime ou à ses représentants. »

Ainsi, pour M. Ricard, la faute lourde est analogue à la faute inexcusable, et, dans ce cas, le tribunal a le droit de diminuer ou même de supprimer toute pension à l'ouvrier.

Certes, nous ne sommes pas encore en présence du texte de 1898 ; mais on peut remarquer combien de plus en plus nous nous en rapprochons.

En séance, M. Dron présenta un amendement qu'il est nécessaire de signaler, car, s'il ne fut pas adopté parce qu'il envisageait la faute lourde, seu-

lement au point de vue pénal, il fut du moins l'objet de certaines explications tout à fait intéressantes ; il était ainsi conçu : « Le tribunal a le droit lorsque la peine de l'emprisonnement a été prononcée par le tribunal correctionnel contre l'ouvrier à raison de l'accident, de diminuer ou même de supprimer toute la pension à la victime ou à ses représentants ». Et M. Dron le développa en ces termes : « Vous le dites vous-même, monsieur le rapporteur, l'incurie courante et l'imprudence ordinaire n'entrent pas en ligne de compte à titre de fautes lourdes. Mais il faudra alors nous donner la définition de ce que vous appelez l'incurie courante et l'imprudence ordinaire, puisque vous n'avez pas défini tout à l'heure ce qu'était la faute lourde. Une trappe est ouverte ; le règlement prévoit qu'on doit la protéger par un abri, par une barrière ; l'ouvrier ne l'a pas fait. Le règlement interdit de remettre la poulie à la marche ; l'ouvrier n'a pas attendu qu'elle fût arrêtée. De même le règlement prévoit qu'on ne doit nettoyer un engrenage ou un métier que lorsqu'ils sont au repos ; l'ouvrier n'en a pas tenu compte.

« Mais si l'ouvrier observait le règlement sur tous ces points, il ne resterait pas longtemps dans la fabrique, parce que le travail tel qu'il se fait aujourd'hui dans l'industrie ne comporte pas tous ces arrêts, toutes ces précautions. »

M. FÉLIX FAURE. — « Vous pouvez ajouter qu'il

le fait cent fois devant le patron qui le laisse faire. »

M. DRON. — « Alors que le règlement impose telle ou telle précaution à l'ouvrier, il est connu de tout le monde que l'ouvrier qui l'observerait de point en point ne ferait pas long feu dans la fabrique. Voilà la vérité... La faute lourde est une injustice, et il ne faut pas l'introduire dans la loi... Dans un seul cas, il est permis de faire intervenir la faute lourde, c'est quand la faute est telle qu'elle justifie une poursuite correctionnelle. »

Ces observations de M. Dron sont justes dans leur ensemble, mais insuffisantes, car il est impossible de voir dans la faute lourde une simple violation de règlement ; ce serait lui donner un caractère trop restreint.

Quant à faire des poursuites correctionnelles un critérium pour décider s'il y a eu faute lourde, c'est inadmissible, et même inutile si nous en croyons M. Guyesse, président de la Commission, qui répondit à M. Dron, et demanda à la Chambre de rejeter l'amendement de ce dernier, en faisant remarquer que le tribunal arbitral, saisi du procès en indemnité, pouvait, aussi bien que le tribunal correctionnel, apprécier le degré de faute (1).

Un tel débat ne présentait d'ailleurs aucun inté-

1. Chambre des députés, séance du 8 juin 1893. *J. off.* du 9 ; déb. parl., p. 1651.

rêt, si la Chambre adoptait le système du risque professionnel intégral ; c'est ce que M. Félix Faure, un de ses plus dévoués partisans, lui rappela, tout en demandant, mais en vain, la suppression de la disposition, insérée par la Commission, de façon à faire retomber sur le patron les conséquences de l'accident arrivé par la faute lourde de l'ouvrier.

La seule modification, qui fut apportée au projet par les députés, c'est qu'ils retranchèrent les mots : « ou même de supprimer » après un amendement de M. Jourde (1).

Donc, en 1893, le texte était le suivant :

« Le tribunal a le droit, s'il est prouvé par le patron que l'accident est dû à une faute lourde de l'ouvrier de diminuer la pension à la victime ou à ses représentants. »

Il avait ainsi franchi une nouvelle étape.

En 1895, la loi passa au Sénat ; la Commission proposa de maintenir la disposition votée par la Chambre des députés ; mais, en séance, M. Grimart, reprenant celle qui figurait dans le texte avant l'amendement de M. Jourde, en déposa un autre, tendant à refuser toute indemnité à la victime, en cas de faute lourde de sa part.

C'était provoquer à nouveau la discussion sur la faute lourde. L'embarras était grand au Sénat.

1. Même séance. *J. off.* du 9, p. 1655.

M. Poirrier, rapporteur, fit alors appel à l'opinion des jurisconsultes, avouant eux-mêmes la difficulté qu'il y avait à définir une telle faute, puis à la sagesse des tribunaux, qui ne manqueraient pas de la déterminer. Il dit à ses collègues : « Voulez-vous me permettre de vous faire connaître sur cette question l'opinion d'un éminent jurisconsulte, dont personne ici ne récusera la haute autorité ? Voici ce que disait M. Labbé dans une note insérée dans le *Recueil* de Sirey, sous un arrêt de la Cour de cassation du 15 mars 1876 (S. 76. 1. 337 ; P. 76. 833) : « Il est très délicat et peu utile dans cette matière de donner des définitions générales ; la variété infinie des espèces déjoue la prévoyance, échappe à l'inflexibilité des règles tracées à l'avance. Nous n'entreprendrons pas de définir la faute lourde ou grave ; on connaît la détermination des jurisconsultes romains, laquelle peut se traduire ainsi : « N'avoir pas compris, n'avoir pas prévu, ce que tout le monde aurait compris et prévu. » Laissons à nos juges une certaine latitude, pour appliquer cette notion générale, et pour distinguer en fait la faute lourde ou grossière. »

Ce qui veut dire : Pourquoi les Chambres exigeraient-elles de leurs membres une compétence plus grande que celle des hommes de droit ? Pourquoi ne s'en rapporteraient-elles pas tout simplement à

l'appréciation des juges, dont le rôle consiste précisément à appliquer pratiquement la loi ?

La réponse était habile ; elle fut admise.

Le Sénat repoussa l'amendement de M. Gri-vart (1).

Mais M. Béranger revint à la charge ; il critiqua le projet de la Commission comme étant trop favorable à l'ouvrier et injuste à l'égard du patron, et reprit le même contre-projet qu'il avait déposé en 1889 ; l'article 1 était ainsi libellé : « Tout accident qui se produit dans l'exécution d'un travail dange-reux oblige celui qui a commandé ou dirigé ce tra-vail à sa réparation à moins qu'il n'ait été causé par la faute seule de l'ouvrier. »

Sa tentative ne fut pas vaine ; ce qui s'était passé en 1889 se renouvela en 1896 ; son contre-projet fut renvoyé à la Commission qui démissionna (2).

Et c'est alors que la nouvelle Commission rédigea un projet différent de celui qui avait été adopté en 1895 en première lecture et dans lequel l'expression « faute inexcusable » remplaçait celle de faute lourde. Voici en effet ce que nous lisons dans le rapport de M. Thévenet :

« L'expression « faute lourde » n'ayant pas dans

1. Sénat, séance du 21 novembre 1895, *J. off.* du 26 oct ; déb. parl., p. 948.

2. Sénat, séance des 28 et 30 janvier 1895. *J. off.* des 29 et 31 : déb. parl., p. 21 et 33.

notre langue judiciaire une signification très précise, et les tribunaux pouvant qualifier ainsi de simples négligences ou de manquements aux règlements tolérés par les usages de l'atelier, nous avons pensé que la faute devait être de telle gravité, qu'elle fût sans excuses, et nous avons ajouté à l'article 1^{er} ces expressions : « à moins qu'il n'y ait eu faute « inexcusable de la part de l'ouvrier », entendant ainsi que le risque professionnel soit applicable de la façon la plus large. »

Il restait à la faire accepter par les Chambres.

Les débats reprirent alors autour de la nouvelle expression.

C'est d'abord M. Bernard, qui, à la rédaction présentée par M. Thévenet avec les mots : « à moins qu'il n'y ait eu faute inexcusable de la part de l'ouvrier » et dont le texte de l'article 1^{er} disait qu'en cas de faute inexcusable toute action ou indemnité serait refusée à l'ouvrier coupable, opposa, sans y réussir, la rédaction suivante : « S'il est prouvé par le patron que l'accident est dû à une faute lourde de l'ouvrier, le tribunal pourra, suivant les circonstances, réduire l'indemnité. »

C'est M. Maxime Lecomte qui demanda la suppression des mots : « à moins qu'il n'y ait eu faute inexcusable de l'ouvrier » en prétendant qu'il était arbitraire de faire des distinctions entre les diverses espèces de fautes, et en critiquant particulièrement

l'expression de faute inexcusable : « On aurait pu remplacer, dit-il, le mot lourde, par le mot grossière, ... que l'on prenne faute lourde, faute grossière, faute inexcusable, que l'on préfère : faute impardonnable, il me semble qu'impardonnable vaudrait mieux ; cela importe peu ; on pourrait même se servir des périphrases de certains arrêts, par exemple : « une faute qu'une prudence vulgaire permettrait d'éviter ou bien une faute qui ferait croire qu'on l'a fait exprès. » Eh bien ! on l'a fait exprès ou on ne l'a pas fait exprès. La faute est volontaire ou involontaire. Si elle est volontaire, il est clair que celui qui l'a commise n'a droit à aucune réparation ; si elle est involontaire, il y a lieu d'appliquer le risque professionnel. Voilà la vérité, voilà le bon sens, voilà l'équité. »

Mais l'amendement de M. Maxime Lecomte fut rejeté, après que M. Thévenet lui eût répondu ainsi : « Lorsque M. le ministre du Commerce, à propos de l'expression « faute inexcusable », a été entendu par la Commission dans sa séance du 26 février, il est convenu avec nous que ces mots élargissaient le risque professionnel, bien loin de l'amoinrir et qu'ils étaient plus précis que les mots « faute lourde » employés par la précédente rédaction. »

1. Sén., séance du 20 mars 1896. *J. off.* du 21 ; déb. parl., p. 281.

Ainsi pour M. Thévenet, rapporteur du projet de loi, la faute inexcusable élargit le risque professionnel ; ainsi, dans l'échelle des fautes, elle occupe un rang plus élevé au-dessus même de la faute lourde.

On remarquera l'importance de ces déclarations, sur lesquelles nous aurons à revenir ; mais arrivons à la fin de cet exposé :

En 1897, la Commission de la Chambre des députés proposa le texte actuel de la loi ; un seul amendement est à signaler : celui de M. Lamendien qui demandait la suppression complète de l'article 20.

En revanche plusieurs discours très importants furent prononcés, notamment par MM. Charpentier et Groussier. Citons les passages les plus intéressants :

M. CHARPENTIER. — « Qu'est-ce que cette faute inexcusable, à quels caractères précis, ou mieux déterminés, répond-elle ? Personne n'a pu le dire ; personne n'a pu donner de la faute inexcusable une définition satisfaisante, et personne ne le pouvait, en effet. Au Sénat, quelques hommes compétents ont dit : c'est plus que la faute lourde. Et on a entendu laisser à l'appréciation des tribunaux le soin de la déterminer. En réalité, ou bien la faute inexcusable se rapproche de la faute intentionnelle, et alors il est inutile d'en tenir compte, elle fait double emploi avec la première, qui, elle, du moins, s'explique et peut se reconnaître à des indices manifestes et pré-

cis, ou bien elle se rapproche davantage de la faute lourde, et peut se confondre avec elle. »

M. GROUSSIER. — « Il est certains cas où il est possible de savoir s'il y a véritablement une faute inexcusable. En ce qui concerne l'employeur par exemple, lorsqu'il n'a pas exécuté les principes de la loi de 1893, et du décret de 1894, concernant l'hygiène et la sécurité, alors qu'il a eu le temps de réfléchir sur les conséquences de la non-exécution de ces prescriptions on peut concevoir qu'il y a eu là une faute inexcusable de sa part.

« Mais si je considère au contraire le travailleur, dans quel cas et à quel moment voulez-vous qu'il y ait faute inexcusable de sa part ? Ainsi que je l'indiquais, pour que la faute inexcusable puisse lui être opposée, il faudrait qu'il ait eu le temps de réfléchir, de savoir, de saisir que s'il fait telle ou telle chose, il va se blesser. Et vous comprenez bien que s'il pouvait faire cette réflexion, il ne se blesserait pas. »

Ni M. Charpentier, ni M. Groussier ne furent écoutés de la Chambre ; lasse sans doute de ces longues discussions, qui menaçaient de durer encore, elle s'empressa de voter le texte de la Commission.

En 1898, la loi va au Sénat ; M. Thévenet, rapporteur, conclut à l'adoption du texte voté par les députés, et comme M. Garreau présentait un amendement aux termes duquel, en cas de faute inexcusable,

sable, l'article 1382 du Code civil devait rester applicable, il lui répondit : « En admettant ces expressions de faute inexcusable dans le projet, la Commission a bien dû se dire qu'il était fort difficile de définir ce qu'il fallait entendre par faute inexcusable.

« Qu'est-ce que la faute inexcusable ? C'est la faute lourde, mais qu'est-ce que la faute lourde ? Nous reculerions d'expressions en expressions sans jamais arriver à une définition absolument nette, précise, comme celle qui doit être contenue dans un projet de loi. Les tribunaux apprécieront, nous dit-on ; eh bien ! oui, ils apprécieront ; mais l'appréciation des hommes est sujette à erreur. L'appréciation des tribunaux peut varier suivant les espèces, suivant les milieux, suivant les personnes, suivant cette foule de circonstances qui, dans chaque espèce se transforment, et qui peuvent modifier ce qu'on appelle la religion du tribunal. C'est ainsi que dans l'impuissance où nous étions de préciser et de définir la faute lourde, nous avons été amenés au texte que nous vous présentons aujourd'hui, qui est un texte transactionnel, car c'est celui de la Chambre des députés, et nous nous sommes dit : « Il faut respecter le « principe forfaitaire du risque professionnel avec « toutes ses conséquences, et si nous admettons la « faute inexcusable, il ne faut pas que cette faute « inexcusable puisse aller jusqu'à la suppression de « l'indemnité. » Et il continua en répliquant que dans

le cas de faute inexcusable, l'indemnité pouvait être réduite jusqu'au minimum le plus bas, jusqu'à la somme de 1 franc.

Le Sénat admit ces explications qui lui semblaient contenir la meilleure solution : il repoussa l'amendement de M. Garreau.

Quand il fut repris en deuxième lecture par M. Girard, il n'eut pas plus de succès et fut définitivement rejeté, après cette réplique de M. Thévenet :

« Cette question de la faute inexcusable est depuis longtemps discutée, et toutes les opinions ont été amplement développées ; on a invoqué tour à tour le droit commun, les règles de justice et de morale, la jurisprudence, et on a fait passer sous les yeux des assemblées cet exemple assurément saisissant d'un ouvrier, qui, par une faute inexcusable, aurait causé un très grand malheur, et qui cependant recevrait une indemnité.

« Toutes ces considérations doivent, à mon avis, passer au second plan : il faut pour apprécier ce qu'est la faute inexcusable se placer résolument en face du principe même du risque professionnel ; il faut en déterminer le caractère. Il ne faut jamais perdre de vue, et il est nécessaire en quelque sorte de modeler la législation, que nous avons à faire sur ce risque professionnel, et sur les conséquences inévitables qu'il entraîne. »

C'est ainsi que se terminèrent les débats soulevés au Parlement, au sujet de la faute inexcusable de l'ouvrier, en matière d'accidents du travail.

2° *Faute du patron.* — En 1883, selon le projet de la Chambre des députés, l'article 1382 du Code civil continuait d'être applicable, en cas de faute du patron.

Le même système était préconisé le 26 juin 1886 dans la proposition de M. Félix Faure.

En 1888 le projet élaboré par la Commission de la Chambre des députés contenait les dispositions ainsi conçues : « La responsabilité résultant des articles 1382 et suivants du Code civil est déterminée dans tous les cas prévus à l'article 1, par les dispositions de la présente loi.

« Néanmoins cette limitation n'est pas applicable, lorsqu'une condamnation pénale a été directement prononcée contre le chef d'entreprise, à raison de l'accident.

« Les dommages-intérêts alloués à la suite de cette condamnation peuvent dépasser les indemnités prévues par la présente loi, mais ne pourront se cumuler avec elles. »

En première lecture, MM. Fairé et autres demandèrent la suppression des deux derniers paragraphes de cet article, mais la Chambre ne les suivit pas ; leur amendement fut repoussé (1).

1. Séance du 26 mai 1888. *J. off.* du 27, p. 1520.

En deuxième lecture, M. Camescasse combattit l'article qu'il déclarait trop défavorable au patron et contraire à la théorie du risque professionnel.

Mais M. Ricard, rapporteur, défendit la rédaction de la Commission.

Finalement, à la suite du rejet de divers amendements, déposés par MM. Delattre et Camescasse, Millerand, Bernard, Le Garrian, Renard, la Chambre vota un amendement de M. Freppel, accepté par la Commission et ainsi libellé :

« Néanmoins cette limitation n'est pas applicable, lorsqu'une condamnation criminelle ou correctionnelle à plus de huit jours d'emprisonnement a été directement prononcée contre le chef d'industrie, à raison de l'accident (1). »

En 1889, la première Commission sénatoriale proposa des dispositions analogues à celles fixées par la Chambre des députés.

Mais cette Commission ayant donné sa démission, celle qui lui succéda présenta les dispositions suivantes : « Dans le cas où l'accident serait dû à la faute lourde du chef d'industrie, ou de ses préposés, la réparation comprendra la totalité du dommage causé, conformément aux articles 1382 et suivants du Code civil. Si l'accident est dû à une impru-

1. Ch. des dép., séance des 5 et 7 juillet 1888. *J. off.* des 6 et 8 ; déb. parl., p. 1994 et 2010.

dence ou à une négligence légère du patron ou de ses préposés... l'indemnité est à la charge de l'entreprise dans les conditions et suivant les distinctions, qui seront déterminées ci-après.

Cette rédaction fut adoptée en première lecture (1).

En 1890, en deuxième lecture la Commission présenta la même rédaction, modifiée dans la forme :

Mais M. Lenoël demanda que le Code civil restât applicable dans tous les cas de faute du patron, sans distinction entre la faute lourde et la faute légère.

Son amendement fut d'ailleurs repoussé (2).

Au contraire, M. Blavier réussit à faire adopter un amendement avec le texte de la Commission, tendant à remplacer les mots : « ou de ses préposés », par ceux-ci « ou de ceux qu'il a proposés à la direction et à la surveillance des travaux ».

En 1893, à la Chambre, la Commission proposa cette rédaction que les députés votèrent : « Lorsqu'il est prouvé que l'accident est dû à la faute lourde du chef de l'entreprise, ou de ceux qu'il a préposés à la direction, ou à la surveillance des travaux, le tribunal peut majorer les indemnités du titre (3). »

En 1895, le Sénat adopta en première lecture une

1. Sénat, séance du 1^{er} avril 1889. *J. off.* du 2, p. 384.

2. Séance du 24 mars 1890. *J. off.* du 25, p. 330.

3. Sénat, séance du 10 juin 1893. *J. off.*, p. 1664.

disposition analogue à celle qui devint définitive, si ce n'est que les mots : « faute lourde » s'y trouvaient à la place de « faute inexcusable » (1).

En 1896 le Sénat vota, en deuxième lecture, sur la proposition de sa Commission, la disposition suivante : « Si l'accident a eu pour cause la faute inexcusable du chef d'entreprise, il n'est en rien dérogé à l'article 1382 du Code civil (2). »

En 1897, la Chambre des députés vota une rédaction analogue à la rédaction actuelle (3).

Enfin en 1898, la loi passa au Sénat ; MM. Garreau et Grivart présentèrent deux amendements ; l'un tendait à appliquer l'article 1382 du Code civil au cas de faute inexcusable (4) ; l'autre était ainsi rédigé : « Lorsqu'il est prouvé que l'accident est dû à la faute inexcusable des préposés du patron, l'indemnité pourra être majorée, mais sans que la rente viagère ou le total des rentes viagères puisse dépasser le montant du salaire annuel. Au cas de faute personnelle inexcusable du patron, celui-ci sera tenu de la réparation du préjudice causé, conformément au principe de l'article 1382 du Code civil, sans que l'indemnité allouée aux ayants droit puisse être infé-

1. Sénat, séance du 25 novembre 1895. *J. off.* du 26, p. 948.

2. Sénat, séance du 23 mars 1896. *J. off.* du 24, p. 303.

3. Ch des dép., séance du 28 octobre 1897. *J. off.* du 29, p. 2226.

4. Sénat, séance du 4 mars 1898 *J. off.* du 5, p. 256.

rieure à celle à laquelle ils pourraient prétendre en vue de l'article 3 de la présente loi (1). »

L'un et l'autre furent repoussés, et c'est alors que la rédaction définitive fut arrêtée par le Sénat.

Le patron bénéficiait donc de la nouvelle théorie du risque professionnel, qui limitait sa responsabilité même en cas de faute inexcusable de sa part.

La balance était égale entre patrons et ouvriers.

B. — Discussion. — Nous sommes donc parvenus au terme de cet exposé des travaux parlementaires, que nous nous sommes plu à retracer, non seulement pour l'intérêt historique attaché à tout travail de ce genre, mais aussi pour pouvoir — en remontant à la pensée même de ceux qui ont introduit, en matière civile, la faute inexcusable, en la suivant dans son évolution, et en posant les principes généraux qui dominent cette matière — découvrir à coup sûr la définition exacte, qui doit être donnée à cette nouvelle espèce de faute.

Or nous devons avouer notre insuccès ; l'impresion qui se dégage de tous ces projets de loi, contre-projets, amendements, discours, est en effet trop confuse ; et le désaccord trop complet entre les législateurs ; rappelons seulement que, pour les uns, comme MM. Bernard et Lecomte, la faute inexcusable doit être assimilée à la faute lourde, grossière,

1. Sénat, 19 mars 1898. *J. off.* du 20 ; déb. parl., p. 740.

impardonnable, à la *culpa lata* de nos anciens juristes ; que, pour d'autres, comme M. Charpentier, elle se confond soit avec la faute intentionnelle, soit avec la faute lourde ; pour M. Thévenet, elle est plus que la faute lourde, moins que la faute intentionnelle ; elle doit être sans excuses ; pour M. Grousier enfin, elle ne peut même pas exister.

Par suite, il est absolument impossible de se faire une opinion précise sur les caractères que revêt la faute inexcusable, d'après les travaux parlementaires.

Nous ne prolongerons donc pas cette étude.

SECTION II

DOCTRINE

Depuis plus de dix ans que la loi du 9 avril 1898 a été votée, un nombre important d'ouvrages a paru sur la réglementation des accidents du travail. Nous avons donc pu en consulter, autant que notre souci de l'exactitude et du complet de nos recherches nous y poussait ; mais combien durent être laissés immédiatement de côté, comme ne présentant pour nous aucun intérêt, dès que nous abordions le chapitre consacré spécialement aux commentaires de l'article 20 : on aurait pu croire vraiment que la question de la faute inexcusable ne présentait aucune

difficulté, à voir qu'elle était traitée aussi rapidement, ou bien qu'elle était insoluble, et que par conséquent il était inutile de s'y arrêter.

Fort heureusement nous vîmes bientôt nos vœux comblés, en étudiant les traités de MM. Loubat et Serre, Sachet et Cabouat ; tout en soutenant des opinions différentes, chacun d'eux apporte quelque lumière sur ce sujet ; nous allons les examiner.

1^o Traité de M. Loubat

a) *Exposé.* — «... Il faut désormais distinguer, en matière d'accident de travail, la faute lourde et la faute inexcusable ; en aucune façon, l'une ne peut être assimilée à l'autre... la faute lourde n'est plus le dernier degré de la faute, il y a au-dessus d'elle la faute inexcusable...

A l'exemple de M. Groussier, nous serons disposés à chercher le critérium de la faute inexcusable dans la volonté, l'intention, la réflexion, appliquées non pas à l'accident, ce qui serait l'accident intentionnel, mais à la faute qui l'a volontairement occasionné.

La faute légère ou la faute lourde peuvent être des actes irréflechis : c'est pour ce motif qu'ils sont excusables. Mais la faute devient inexcusable si c'est de propos délibéré qu'elle a été commise.

Ainsi le mécanicien de chemin de fer, qui, dans

un moment de distraction, franchit les signaux d'arrêt, commet une faute grave, mais non inexcusable, parce qu'il n'y a pas eu d'intention. C'est une inattention, une négligence, et pas autre chose. Mais s'il les a franchis volontairement, après réflexion, parce qu'il a cru pouvoir le faire sans danger, il y a faute inexcusable.

Le maître mineur qui arrête le ventilateur de la mine, par suite d'une fausse appréciation des ordres, qu'il a reçus, commet une faute lourde, mais s'il l'arrête de sa propre autorité, comme dans la catastrophe du puits de la manufacture de Saint-Etienne, il se rend coupable d'une faute inexcusable, parce que la volonté, la réflexion ont été mises en mouvement, et qu'il est vraiment sans aucune excuse d'avoir pris de son initiative une mesure aussi dangereuse.

On peut reprocher une faute lourde au patron, qui installe une chaudière, sans la soumettre à l'épreuve réglementaire des ingénieurs de l'Etat, s'il ignore cette obligation que la loi lui impose; il aura commis au contraire une faute inexcusable, lorsqu'il aura sciemment, soit par mépris de la loi, soit par une confiance exagérée, négligé cette importante formalité.

Ainsi qu'on le voit, nous sommes bien loin de la faute ordinaire. La faute en est plus grave, plus grossière, elle est la plus élevée dans l'échelle des fau-

tes ; elle touche à l'accident volontaire, intentionnel, c'est-à-dire au délit et au crime ; on ne l'a pas fait exprès, mais on serait tenté de le croire ; on n'a pas déchainé volontairement la catastrophe, mais on a sciemment préparé les causes.

« Il ne faut pas confondre la faute volontaire, réfléchie, qui constitue la faute inexcusable avec l'accident intentionnel. Dans la première, l'agent a volontairement commis tel manquement, telle contravention aux lois et aux règlements, mais il n'a eu aucune intention de produire l'accident ; il n'a même pas eu la pensée qu'il pourrait arriver, autrement il ne l'aurait pas fait. Dans le second, au contraire, c'est l'accident lui-même qu'on a voulu provoquer.

« La faute inexcusable n'est pas inséparable du délit ; il peut y avoir délit et non faute inexcusable ; ainsi le tribunal de commerce avait décidé sous l'empire du droit commun qu'il n'y avait pas faute lourde, malgré la condamnation pour homicide par imprudence. Nous partageons entièrement cette opinion, et nous l'appliquons à la faute inexcusable ; par exemple l'ouvrier, et le patron peuvent avoir omis telle précaution, violé tel règlement, et commis le délit d'homicide par imprudence, sans être inexcusables. Nous en dirons autant de l'inexécution des prescriptions des lois et règlements sur le travail dans les manufactures.

« En conséquence, la faute volontaire réfléchie,

commise en dehors de toute intention de nuire, constitue la faute inexcusable. Le caractère essentiel de ce quasi-délit est donc la volonté et la réflexion. Une faute, si grossière soit-elle, qui n'a pas été volontaire, est pardonnaable ; le risque professionnel la couvre tout entière, quels qu'aient été ses conséquences. L'inexcusabilité commence, lorsque l'homme a usé de son libre arbitre... »

Mais M. Loubat était procureur général ; il a le respect de la justice ; d'avance il se soumet à ses décisions ; aussi se défend-il de vouloir poser des principes absolus ; il consent à énoncer les caractères, que présente à son avis la faute inexcusable. « Cependant, ajoute-t-il, il est impossible de les fixer d'une manière inflexible. Les causes d'accidents sont si multiples, si variées, si imprévues, quelquefois si extraordinaires dans leur simplicité, d'autres fois si compliquées qu'il est impossible de tracer les règles immuables de responsabilité. Ils apprécieront dans leur sagesse les circonstances de la faute, les phénomènes qui l'ont déterminée, l'influence que la nature et les dangers de l'industrie ont eue sur elle, et décideront si elle est excusable ou non. »

b) *Critique.* — L'opinion de M. Loubat a sa valeur ; elle témoigne en effet d'une étude très sérieuse de la question, d'une connaissance approfondie de l'esprit de la loi, d'un raisonnement fort judicieux ; elle a le mérite très grand de montrer par des exemples

précis ce qu'il faut entendre par faute inexcusable, de marquer nettement la place qu'elle occupe entre la faute lourde et la faute intentionnelle, de déterminer même les caractères qu'elle revêt, et il faut reconnaître que ce n'est pas un mince résultat.

Certes, on lui a fait grief d'être trop subtil dans sa recherche du critérium de la faute inexcusable, mais un tel reproche ne nous paraît nullement fondé ; que dit-il en effet ?

1° La faute légère et la faute lourde peuvent être des actes irréfléchis, et c'est pour ce motif qu'ils sont excusables ;

2° La faute devient inexcusable, si c'est de propos délibéré, volontairement, intentionnellement, après réflexion, qu'elle a été commise, mais en dehors de toute intention de nuire ;

3° La faute n'est pas inexcusable, mais intentionnelle si c'est l'accident lui-même qu'on a voulu provoquer.

Quant à dire qu'un tel critérium n'est pas absolu, parce qu'insuffisant ; c'est possible ; nous n'essayons même pas de le contester, puisque M. Loubat le reconnaît lui-même, sans doute autant par sagesse que pour se conformer aux dispositions de la loi.

En revanche, ce qui est certain, c'est qu'il nous a donné les plus utiles indications sur les caractères de la faute inexcusable ; et, quand on se rappelle les efforts infructueux des législateurs, et de nombreux

auteurs impuissants à résoudre le même problème, on comprendra que nous sachions gré à M. Loubat d'y avoir réussi.

2^o Traité de M. Serre (1)

Le chapitre, que cet auteur consacre à la faute inexcusable, est intitulé : « Théorie de la faute lourde ou inexcusable ».

Nous sommes donc avertis, sans tarder, du système qu'il préconise ; pour lui la faute inexcusable n'est et ne peut être autre chose que la faute lourde du droit commun.

C'est le système qu'avaient défendu au Parlement MM. Bernard et Lecomte. M. Serre se contente de reprendre leurs discours et de d'ajouter : « Les partisans du système qui font rentrer cette faute dans le risque professionnel au même titre que la faute légère prétendent qu'il est impossible de donner une définition exacte et une réponse satisfaisante.

« Les auteurs du Code civil ne l'ont même pas tenté, comme dirait M. de Paepe, notre collègue à la Cour de cassation de Belgique. La jurisprudence et les auteurs ne sont pas parvenus à tracer nettement la

1. Traité de M. Serre, conseiller à la Cour de cassation, sur les accidents de travail.

limite de démarcation entre ces deux espèces de fautes.

« Les décisions judiciaires varient selon les espèces, et dans chaque affaire, le magistrat se demande s'il est bien dans la vérité, et si en décidant qu'il y a eu faute lourde, ou simplement faute légère, il a bien et suffisamment tenu compte des circonstances variées dans lesquelles s'est produit l'accident, des conditions particulières dans lesquelles était la victime, dans lesquelles s'était placé le chef d'industrie lui-même, au point de vue des précautions à prendre pour garantir la sécurité de l'ouvrier : « Faute lourde, faute légère, ce sont là des classifications de professeurs, peut-être inventées pour permettre à l'esprit de se reconnaître parmi la complexité des phénomènes qui déterminent les dommages : ce ne sont plus là des termes répondant à une réalité définissable, sur laquelle tout le monde est d'accord. » Ainsi s'exprimait le directeur général de la législation au ministère de la Justice belge : M. Beckman. Et en effet il n'y a pas de matière où la jurisprudence soit plus flottante ; et cette diversité d'appréciation s'explique quand on songe qu'il s'agit d'une notion impalpable en quelque sorte, qui ne répond à aucune réalité, qui n'a aucune base fixe et certaine, qu'il faut apprécier dans chaque fait, et qui, dans chaque fait, dépend de tant de circonstances, et d'éléments divers et se mêlant à d'autres facteurs, tels que les cas fortuits, la

force majeure, avec un enchevêtrement tel qu'il est impossible de la déterminer... »

Ainsi, pour cet auteur, il est impossible de déterminer la faute inexcusable, parce qu'il faut l'apprécier dans chaque fait et que chaque fait est complexe.

Répondons-lui brièvement :

1° Ce n'est pas toujours exact ; il est des exemples très simples, rendant très facile l'appréciation de la faute ;

2° Quelle que soit la difficulté de la question, il est inadmissible qu'elle ne puisse être solutionnée.

Nous espérons que cette thèse en fournira une preuve.

3° Traité de M. Sachet (1)

a) *Exposé.* — Cet auteur commence par déterminer deux espèces de fautes : la faute active, qui consiste dans l'accomplissement d'un acte interdit ; la faute passive, quand un acte ordonné n'a pas été exécuté.

Et il applique cette distinction à la faute inexcusable, en même temps qu'il en définit les caractères :

1. *Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents du travail*, par Adrien Sachet, président au tribunal civil de Vienne.

« L'acte générateur, écrit-il, est, à notre avis, constitutif d'une faute inexcusable, quand étant dangereux et reconnu comme tel, il a été accompli volontairement par la victime, sans ordre, ni autorisation expresse, comme sans nécessité, ni utilité.

« Une faute passive est inexcusable, quand elle résulte de l'inaccomplissement volontaire par la victime d'un acte de ses fonctions, alors que cette omission était dangereuse, et connue comme telle, qu'elle n'était ni nécessaire, ni utile et qu'elle n'avait été ni ordonnée, ni expressément autorisée. »

Il en conclut : « Qu'elle soit active ou passive, la faute inexcusable implique donc chez son auteur : 1° La volonté d'agir ou d'omettre ; 2° La connaissance du danger, pouvant résulter de l'action ou de l'inaction ; 3° L'absence d'excuse ou de cause explicative, c'est-à-dire ni ordre, ni autorisation, ni nécessité, ni utilité. »

Il passe alors en revue chacun de ces éléments, en envisageant d'abord la faute inexcusable de la victime, puis celle du patron. Suivons-le dans ses développements :

I. — *Faute inexcusable de la victime*

1° *Il faut que l'exécution ou l'omission de l'acte ait été volontaire*

La volonté est exclusive de l'inadvertance, de la distraction, de l'oubli, de la maladresse, de la légè-

reté, etc. Toute omission ou tout acte dû à l'une de ces causes, ne peut pas constituer une faute inexcusable.

Ainsi se trouvent tout d'abord écartées les fautes les plus fréquentes, celles que l'habitude du danger rend en quelque sorte inévitables, et qu'un ouvrier, même expérimenté, est exposé à commettre.

Il est entendu que la volonté n'implique pas l'intention. Un ouvrier peut volontairement commettre un acte, qui déterminera un accident, sans cependant avoir l'intention de provoquer l'accident.

Par exemple, un ouvrier introduit dans un engrenage une pièce de cinq centimes, pour la déformer... Cette pièce est rejetée violemment contre lui, et lui blesse l'œil. L'action de l'ouvrier a été volontaire, mais elle n'a pas été intentionnelle en ce sens qu'elle n'a pas été dictée par un désir de suicide ou de mutilation...

C'est dans un tel sens que la loi anglaise a défini la faute inexcusable : un manquement grave et volontaire de l'ouvrier à ses devoirs.

2° *Connaissance du danger*

La connaissance du danger est une condition qui rapproche davantage la faute lourde de la faute intentionnelle, sans cependant la confondre avec

lui. Ainsi reprenant l'exemple cité plus haut, nous aurons à nous demander si l'ouvrier savait que l'introduction d'un corps étranger dans les roues dentelées d'un engrenage présentât des dangers.

Dans l'affirmative, par exemple, si prévenu par ses chefs ou ses camarades, il n'avait pas tenu compte de leurs observations, ou bien s'il avait entendu parler d'accidents, survenus dans des circonstances identiques, ou encore si cette pratique avait fait l'objet d'une interdiction générale portée à sa connaissance, la deuxième condition sera remplie ; l'acte de l'ouvrier sera constitutif d'une faute inexcusable.

L'enquête vient-elle au contraire à démontrer que l'ouvrier, nouveau dans l'atelier et inexpérimenté, ignorait le danger d'une telle opération ou ne saurait voir dans son acte qu'une faute légère.

Nous n'irions pas toutefois jusqu'à exiger qu'il connût exactement la nature et l'étendue du danger, auquel il s'exposait lui-même, ou qu'il faisait courir à ses camarades, on doit considérer, comme suffisant, qu'il ait su que l'omission ou l'acte fautif était en lui-même dangereux.

M. Sachet ajoute une remarque importante qui fixe son idée : « Bien qu'accompli volontairement, et en connaissance du danger, qui peut en être la conséquence, un acte n'est pas nécessairement intentionnel ; c'est que l'intention n'est pas seulement d'agir ou d'omettre en sachant que l'action ou l'o-

mission est susceptible de causer un dommage ou de provoquer un accident. »

Par exemple, si au lieu d'introduire un morceau de fer dans l'engrenage, pour lui donner une forme bizarre, l'ouvrier avait agi en vue de se faire une blessure lui donnant droit à une pension ou à une indemnité, l'action qu'il aurait commise ne serait plus une faute lourde : elle revêtirait le caractère d'un acte, sinon coupable, du moins intentionnel.

3^e *Il faut que l'exécution ou l'omission génératrice de l'accident ait été inexcusable, c'est-à-dire qu'elle n'ait été ni nécessaire, ni utile, ou qu'elle n'ait fait l'objet ni d'un ordre, ni d'une autorisation expresse*

La nécessité ou l'utilité sont de nature à excuser, ou du moins à atténuer dans une très large mesure une faute d'apparence grave... que, par exemple, un ouvrier voyant son camarade entraîner dans un engrenage qui va le broyer, se précipite avec autant de courage que d'imprudence sur la courroie de transmission pour en arrêter le mouvement avec les mains, et qu'il soit lui-même victime de sa témérité, il n'aura certes pas commis une faute lourde ; son action aura une excuse que personne ne contestera.

De même l'ordre émanant d'un chef ou une auto-

risation expresse donnent une explication suffisante de l'acte pour lui enlever son caractère de faute inexcusable.

Enfin le simple désir d'accomplir le travail d'une façon complète et plus satisfaisante suffit à enlever à une imprudence grave le caractère de faute inexcusable.

M. Sachet ajoute à ces trois premières conditions une quatrième spéciale à la faute inexcusable passive. « Il est nécessaire que l'acte omis rentre dans les attributions de l'auteur de l'omission. Sans doute en s'abstenant volontairement d'exécuter un acte susceptible de prévenir un accident, un ouvrier commet une faute, mais si l'acte omis n'est pas de ceux qu'il a mission d'accomplir, sa faute ne saurait avoir les proportions d'une faute inexcusable. »

Il ne donne pas non plus le caractère de faute inexcusable à la circonstance qu'un fait tombe sur l'application de la loi pénale, même si la faute est essentiellement visée par un texte de loi et réprimée de peines correctionnelles ou de simple police ; à plus forte raison, s'il y a simple contravention à un règlement d'atelier dépourvu de toute sanction pénale. Il termine en disant : « La faute inexcusable est celle, qui, comme l'a fort bien dit la Cour de cassation avec les anciens auteurs, ne diffère du dol que par l'absence d'intervention coupable. »

II. — *Faute inexcusable du patron*

La faute du patron peut être comme celle de l'ouvrier, active ou passive, c'est-à-dire consister dans un acte ou dans une omission.

Une faute inexcusable implique également chez le patron : 1° la volonté d'agir ou d'omettre ; 2° la connaissance du danger, pouvant résulter de l'action ou de l'omission ; 3° l'absence d'une cause justificative ou explicative.

1° *Volonté d'agir ou d'omettre.* — Les omissions dues à un simple inadvertance sont exclusives de la faute inexcusable.

Par exemple, la corde qui retient un échafaudage se rompt ; l'échafaudage s'écroule et plusieurs ouvriers sont blessés. L'enquête démontre que cette rupture provient de l'usure de la corde. Le patron est en faute. Cette faute sera inexcusable, s'il savait que sa corde était usée, ou encore s'il n'avait pas l'habitude de vérifier l'état de ses câbles, car cette habitude relèverait chez lui une omission volontaire. Mais il en serait tout autrement, s'il était démontré que c'est par inadvertance, par oubli purement fortuit, que ce jour-là il a omis de s'assurer de l'intégrité des cordages.

2° *Connaissance du danger pouvant résulter de*

l'action ou de l'omission. — En général, un chef d'exploitation est mieux à même que personne de connaître le danger de telle ou telle de ses actions ou de ses abstentions. Cependant il peut arriver que l'une d'elles ait causé un accident, alors qu'elle paraissait ne présenter aucun danger. Dans ce cas, la conduite du patron ne doit pas être appréciée avec une trop grande sévérité et sa faute peut être classée parmi celles qui sont excusables.

3° Quant à *l'absence de cause justificative ou explicative*, M. Sachet fait remarquer qu'il ne peut être question pour le patron ou d'ordre, ou d'autorisation puisque c'est lui qui à la direction de l'entreprise.

Mais au nombre des causes justificatives ou explicatives on peut admettre la nécessité et l'utilité.

« La nécessité est plus qu'une excuse ; elle est une justification complète de la conduite du patron ; l'utilité est pour la faute du patron comme pour celle de l'ouvrier, une atténuation qui le rend excusable, tout au moins elle peut être suffisamment explicable, pour qu'on ne la traite point avec sévérité. »

Telle est la théorie de M. Sachet, que nous allons reprendre pour en faire la critique ; mais auparavant faisons remarquer que cet auteur emploie indifféremment les expressions de faute lourde et de faute inexcusable, pour désigner la même espèce d

faute ; assimilerait-il l'une à l'autre ? On ne peut en douter, après lecture de cette note insérée au bas de la page 539 de son *Traité* : « Quelques décisions judiciaires ont admis que la faute inexcusable était plus que la faute lourde. » (Trib. de Chambéry, 11 janvier 1900. *Gaz. du Pal.*, 7 février 1900. — Saint-Calais, 16 janvier 1900. *Gaz. du Pal.*, 25 janvier 1900.) Cette opinion nous paraît juridiquement erronée. La faute lourde est en effet la faute la plus rapprochée du dol, auquel elle est assimilée. Il semble difficile dans ces conditions qu'entre cette faute et le dol, il y ait place pour une catégorie nouvelle de faits ou d'actes. Aussi bien, toute faute qui est excusable se trouve par cela même en dehors de la classe des fautes lourdes. Comment dès lors, une faute inexcusable pourrait être plus que la faute lourde ?

Que le législateur ait admis cette qualification nouvelle de faute inexcusable, à raison de la trop grande facilité avec laquelle certains tribunaux étaient arrivés à accueillir la faute lourde, c'est possible. Mais de ce que des abus ou des erreurs aient été commis en ce qui concerne les caractères de la faute lourde il ne s'ensuit pas qu'en théorie pure, la faute inexcusable puisse différer de la faute lourde. »

b) *Critique*. — La théorie de M. Sachet rappelle en même temps celle de M. Serre et celle de M. Loubat ; elle contient par conséquent, à notre avis, les

erreurs de la première et possède les qualités de la seconde.

Pourquoi n'admettons-nous pas qu'on confonde la faute inexcusable avec la faute lourde ? mais parce que c'est tout à fait contraire à l'esprit de la loi. Nous avons fait observer déjà que le législateur n'a pas introduit dans le texte l'expression de faute inexcusable, pour le plaisir d'innover, mais bien parce que son intention formelle était de désigner ainsi un nouveau degré de faute, plus élevé que la faute lourde, en matière d'accidents de travail.

D'ailleurs, en prétendant que la faute inexcusable ne diffère pas de la faute lourde, M. Sachet ne fait qu'énoncer une opinion, sans apporter à l'appui des arguments décisifs qui la justifient.

Pour que sa thèse fût acceptable, il lui faudrait tout d'abord définir bien exactement la faute lourde et la faute intentionnelle, et tracer les limites de chacune d'elles, en ne se contentant pas de dire que l'une se termine où l'autre commence, et réciproquement.

On nous répondra peut-être que M. Sachet n'a fait que se conformer aux dispositions du Code. C'est entendu, mais disons à nouveau qu'en cette matière, l'enseignement du Code est insuffisant, et que, pour être dans la vérité, il est nécessaire de consulter et se rappeler également la loi.

Ces réserves faites, nous reconnaissons que le

livre de cet écrivain a contribué puissamment à rendre moins obscurs les caractères de la faute inexcusable, plus facile la tâche des tribunaux, et la nôtre.

Peut-être même a-t-il l'avantage sur M. Loubat de résoudre le problème par des calculs, qui paraissent plus simples, plus aisés à suivre ; c'est sans effort qu'on comprend les distinctions qu'il établit entre les différentes fautes pour les appliquer ensuite à la faute inexcusable, et en découvrir finalement les éléments constitutifs.

Au fond ces deux auteurs professent la même théorie : pour parvenir au même but, ils prennent, au début, des chemins différents, mais ils ne tardent pas à se rencontrer.

Et en effet qu'a dit M. Loubat ?

Il y a faute inexcusable, si c'est volontairement qu'elle a été commise et de propos délibéré.

Que dit M. Sachet ?

Il y a faute inexcusable si elle implique chez son auteur : 1° la volonté d'agir ou d'omettre ; 2° la connaissance du danger.

N'est-ce pas la même définition énoncée en termes différents ?

Quant au troisième paragraphe que M. Sachet ajoute, il n'était pas rigoureusement nécessaire, puisqu'il est certain qu'une faute inexcusable suppose l'absence d'excuses.

Nous ne voulons d'ailleurs pas dire qu'il était sans intérêt de préciser, quand une faute est sans excuses ; au contraire nous louons cet auteur d'avoir cité quelques exemples de causes entraînant l'excuse : pour l'ouvrier, un ordre ou une autorisation expresse ; pour le patron, la nécessité ou l'utilité. Ils complètent cette étude qui fut pour nous d'un secours très précieux,

4^o Traité de M. Cabouat

M. Cabouat a consacré deux importants et récents ouvrages aux accidents du travail ; la question de la faute inexcusable y tient une large place, ce qui nous permet de porter sur elle un jugement presque définitif, en nous appuyant sur l'autorité de ce savant juriste, professeur à la Faculté de Droit de Caen.

Il commence par nous indiquer le rang qu'elle doit occuper :

« ... Dans la pensée du législateur ce ne peut être dans l'oubli ou la méconnaissance des règlements du travail, qu'il convient de reconnaître cette faute inexcusable visée par l'article 20, et comme, d'autre part, cette faute doit demeurer distincte du fait intentionnel, nous arrivons logiquement à cette conclusion que la faute soit du patron, soit de l'ouvrier ne

peut tirer son caractère irrémissible ou inexcusable que de circonstances tenant nécessairement le milieu entre cette négligence inconsciente dont il est fait crédit aux intéressés et l'intention réfléchie se donnant délibérément pour but la production d'un accident déterminé. »

Puis, après avoir recherché quelles sont précisément ces circonstances qui constituent la faute inexcusable, il les résume en disant : « La faute n'est réputée inexcusable qu'autant que connexe d'ailleurs à l'exécution du travail, elle contient chez l'agent, patron et ouvrier, un acte spontané ou une négligence caractérisée, non intentionnels sans doute, mais volontaires en ce sens qu'ils sont accomplis en connaissance de cause, et sans que leur auteur ait pu à aucun moment se méprendre sur le risque qu'ils devaient engendrer.

Ainsi pour l'ouvrier, la faute doit être jugée sans excuse, lorsqu'elle se présente sous les dehors soit d'une imprudence, dont les conséquences possibles n'ont pu échapper à son auteur négligeant les précautions prescrites par l'expérience ou par un règlement d'atelier, ou des règlements publics, soit d'une folle témérité, soit d'un oubli, sans excuse, des conditions essentielles de la sécurité, aussi bien du délinquant que de ses compagnons de travail ; pour le patron le principe du refus de toute excuse sera soit dans une absence de prévoyance contraire aux

obligations corrélatives à la direction d'une entreprise, soit dans un parti pris coupable de fermer les yeux à l'imminence d'un risque dont toutes les chances de réalisation se trouvent manifestement réunies... » Et il ajoute « ... Le juge ne peut s'en tenir aux éléments constitutifs du fait lui-même ; il doit aussi, pour en apprécier le degré précis de gravité, tenir compte des circonstances extrinsèques ou facteurs personnels susceptibles d'aggraver ou de diminuer la gravité du manquement reproché au coupable, soit même de l'expliquer et d'en fournir une excuse.

« A ce point de vue, l'âge, le degré d'expérience et d'intelligence de la victime, la nature plus ou moins dangereuse du travail, l'état de fatigue prédisposant à l'oubli des précautions usuelles, enfin le désir d'accélérer le travail même au prix d'une imprudence, peuvent influencer sur l'activité de l'ouvrier et constituer par suite autant de circonstances susceptibles d'atténuer et même de faire disparaître le caractère d'inexcusabilité requis par l'article 20 § 2. »

Visiblement, M. Cabouat s'est inspiré des ouvrages de MM. Loubat et Sachet ; nous retrouvons en effet dans son livre les mêmes indications sur les éléments constitutifs de la faute inexcusable ; il est donc inutile que nous en fassions une nouvelle analyse.

Qu'il nous suffise de constater cet accord entre

ces différents auteurs, qui nous ont permis de dégager de leurs œuvres un ensemble de notions claires, précises sur la faute inexcusable.

Il reste à savoir si elles sont conformes à la loi et c'est la justice qui nous le dira.

SECTION III

LA JURISPRUDENCE

La jurisprudence est incontestablement la plus abondante et la plus riche de nos sources d'informations ; elle forme un tableau très vivant des diverses sortes de fautes inexcusables, qui défilent sous nos regards satisfaits de voir comment la loi du 9 avril 1898 reçoit son application ; le nombre incalculable des espèces soumises aux tribunaux prouve combien elle est obscure et donne lieu à des interprétations différentes.

Dans ces conditions, l'étude de la jurisprudence offre un intérêt considérable.

A. — Exposé. — Pour ne pas nous égarer nous-même dans le chaos de ses décisions, rapportées sans méthode par les recueils, suivons un plan : tout d'abord envisageons la faute inexcusable d'après les distinctions faites par la doctrine, savoir :

1° La faute inexcusable et la faute lourde du droit commun sont équivalentes ;

2° La faute inexcusable est plus grave que la faute lourde, mais ne se confond pas avec la faute dolosive ;

3° La faute inexcusable peut être assimilée à la faute dolosive.

1° *La faute inexcusable et la faute lourde sont équivalentes.* --- La jurisprudence a adopté fort rarement cette théorie qui est celle de MM. Lecomte, Garreau, Serre et Sachet ; nous ne trouvons à citer que deux jugements rendus dans ce sens, l'un du tribunal civil de Narbonne en date du 13 janvier 1900 et l'autre du tribunal civil de la Seine, du 24 août 1900 dont voici les considérants :

a)... Attendu que ce qui distingue la faute inexcusable, c'est l'imprudence grave ou l'imprévoyance blâmable ;

Attendu que la faute inexcusable est l'équivalent de la faute lourde, puisque si elle était plus grave, elle se confondrait avec la faute intentionnelle, ou constituerait bien inutilement un nouveau degré de faute ;

Attendu dès lors que la faute inexcusable doit se définir : celle que le patron ou l'ouvrier, soucieux de la sécurité d'autrui ou de lui-même ne devrait pas commettre ; c'est en un mot une faute professionnelle, qui, loin de se confondre avec le risque profes-

sionnel en constitue une fâcheuse aggravation génératrice de l'accident. » (*La Loi* du 24 février 1900.)

b) « ... Attendu qu'il résulte nécessairement pour le tribunal le droit de tenir compte des divers éléments qui peuvent influencer sur l'étendue des responsabilités encourues et par suite d'apprécier si l'un des éléments les plus graves, l'inexcusabilité de l'ouvrier prévue par l'article 20 § 2 de la loi du 9 avril 1898 ne se rencontre pas dans la cause ;

Attendu que des faits relatés dans l'enquête sommaire, il résulte que l'ouvrier L... est inexcusable d'avoir, malgré les règlements, et en ne se servant pas du souterrain mis à sa disposition, couru les risques de l'accident dont il a été victime ;

Qu'il y a eu de sa part faute lourde et que le tribunal trouve dans la cause les éléments d'appréciation suffisante pour déterminer le quantum de la diminution qu'il doit subir sur le montant de l'indemnité que la Compagnie de l'Est est tenue de lui payer... » (D. P. 61. 2. 278.)

2° *La faute inexcusable est plus grave que la faute lourde, mais ne se confond pas avec la faute dolosive.* — C'est le système que nous avons préconisé en nous appuyant sur le rapport de M. Thévenet et l'opinion de M. Loubat ; c'est aussi celui que la plupart des cours et des tribunaux ont appliqué.

Cet arrêt de la Cour de Rouen notamment est tout à fait formel.

Il s'agissait d'un employé de chemin de fer qui s'était endormi dans un wagon en stationnement ; quand il se réveilla, il s'aperçut que le train était en marche ; il se jeta alors sur la voie et se tua.

La Compagnie soutenait qu'il y avait faute inexcusable de la part de l'employé et que par suite l'indemnité due à ses héritiers devait être diminuée. La Cour fit droit à ses prétentions. Voici une partie des attendus : « Attendu que la mort de L... est due à une imprudence impardonnable de la victime qui, en se jetant brusquement et sans regarder hors de la voiture contre le quai à charbon, a été fatalement broyée dans l'espace extrêmement resserré, existant entre cet obstacle et la voiture en mouvement ; — Qu'il a commis non seulement une faute lourde, mais une faute que rien n'excuse et ne justifie : qu'il y a donc lieu de décider qu'à raison de la faute inexcusable de L... la pension à allouer à sa veuve, doit être diminuée dans une large mesure. (P.franc., 1900, 2^e p., p. 313.)

Le même jour la Cour de Rouen rendait un autre arrêt, où elle définissait la faute inexcusable : une faute grossière, impardonnable, qui, ainsi que l'a déclaré expressément le rapporteur de la loi, doit être d'une gravité telle qu'elle est sans excuse. (D.P. 1900. 2. 198.)

C'est encore le tribunal civil de Brioude qui, le 14 février 1900, disait : « Attendu que par faute inex-

cusable il faut entendre celle qu'aucune excuse ne vient atténuer. » (Confirmé par la Cour de Riom, 1^{er} avril 1900. *La Loi*, 1900, p. 505.)

C'est le tribunal civil de Neufchâteau qui, le 23 février 1903, déclarait dans un jugement que la faute inexcusable comporte non pas la faute lourde ou grossière, mais celle qui n'admet pas d'excuse (1).

C'est enfin la Cour de Paris qui, dans un arrêt en date du 26 avril 1904, disait que la faute inexcusable est une faute exceptionnelle, plus que la faute lourde, en quelque sorte coupable, et qui se rapproche de l'intention criminelle.

3^e *La faute inexcusable est assimilable à la faute dolosive.* — Disons de suite que cette théorie n'a qu'un nombre restreint de partisans et faisons remarquer qu'elle a pour effet d'étendre encore davantage le risque professionnel : tous les accidents, même ceux extrêmement graves, sans excuses, seraient couverts ; et pour que l'article 20 puisse recevoir son application, il faudrait relever une intention dolosive de la part de son auteur ; or nous savons que le dol est la manœuvre accomplie dans le but de tromper quelqu'un, pour lui nuire ; pour notre part, nous trouvons cette interprétation vraiment trop large, et par suite fausse.

1. *Gazette de l'alais*, 28 janvier 1900.

Nous relevons à l'appui de cette thèse un jugement du tribunal civil d'Alais du 16 janvier 1900 : « Attendu, dit-il, que la loi du 9 avril 1898, dans son article 20, à l'occasion de la faute susceptible de diminuer l'indemnité forfaitaire, s'est intentionnellement servie non des mots : faute lourde, mais bien de l'expression : faute inexcusable, afin de mieux dégager sa pensée à l'égard de tous ; qu'il est manifeste qu'elle a voulu viser la faute due, soit de la part de l'ouvrier, soit du patron, à une négligence ou à une imprudence telle que ces dernières puissent être assimilées au dol (1). »

La même solution est adoptée le 23 juin 1900 par le tribunal civil des Andelys : « Attendu que la faute inexcusable est plus que la faute lourde ; qu'elle équivaut à un véritable dol, ou à un mauvais vouloir caractérisé par le patron. » (*Rev. judic. des accid. du tr. av.*, 11 nov. 1900, p. 391.)

Mais nous avons la conviction que ce sont des décisions absolument isolées, car dans le courant de nos recherches, nous avons rencontré plus fréquemment des jugements et arrêts analogues à celui de Grenoble du 25 mai 1901 (2), où il est dit que la faute inexcusable, dont parle l'article 20 de la loi du 9 avril 1898, est celle, qui, en dehors de toute inten-

1. *La Loi* du 8 février 1900, p. 130.

2. D. 1901. 2.489.

tion dolosive, révèle chez son auteur la volonté d'agir ou d'omettre avec connaissance d'un danger certain ; et qu'aucune considération ne peut ni expliquer, ni excuser.

Remarquons que c'est la reproduction textuelle de la définition donnée par M. Sachet.

Nous en retrouvons également le souvenir dans ces divers arrêts :

« L'ouvrier, qui, ayant été averti de l'imminence d'un danger assez à temps pour l'éviter, s'y expose sans nécessité, ni utilité, commet une faute inexcusable. » (C. de cassation, 2 août 1904) (1).

« La faute inexcusable doit s'entendre de la faute grave, qui, en dehors de toute intention dolosive, révèle chez son auteur la volonté d'omettre, avec connaissance du danger, de prendre les précautions nécessaires pour l'éviter. » (Cour de Douai, 20 juin 1904) (2).

« En matière d'accidents du travail, la faute inexcusable est celle qui, réfléchie et voulue, abstraction faite de toute intention délictueuse, a été tellement lourde qu'elle se trouve sans excuses. » (Bourg, 1 avril 1906.)

Ces distinctions entre la faute lourde, la faute inexcusable et la faute dolosive posent le principe ;

1. *Gaz. des Trib.*, 4 août 1904.

2. *La Loi* des 23 et 31 août 1904.

et c'est parfait en théorie ; mais elles ne permettent pas, dans la pratique, de comprendre la majorité des cas ; aussi envisagerons-nous maintenant la faute inexcusable d'après les causes directes de l'accident : témérité, imprudence, violation de règlement ivresse, ignorance, erreur, omission, et d'après ses conséquences au point de vue pénal : condamnation correctionnelle.

a) *Témérité et imprudence.* — Distinguons l'ouvrier du patron, ainsi que les fautes considérées comme excusables et celles entraînant, au contraire, l'inexcusabilité.

1° *En ce qui concerne l'ouvrier.* — a) *Fautes excusables.* — C'est un jugement du tribunal civil de Neufchâteau, qui proclame que les actes téméraires ne doivent pas être considérées comme inexcusables :

« Attendu que le sieur D..., qui est représenté comme un manœuvre intelligent et adroit, a sans doute commis une grave témérité en montant sur le massif de maçonnerie, et surtout en appuyant sur la couronne dentée... ; qu'à moins de l'accuser d'avoir commis une faute intentionnelle, on ne peut voir dans sa conduite que des actes téméraires sans doute, mais non des actes déraisonnables, et qu'il n'y a pas lieu de les considérer comme inexcusables. » (*Gaz. Pal.*, 28 janvier 1900.)

Dans le même sens, citons un arrêt rendu par la Cour de Rouen, le 22 mars 1901 : «... Sur la faute

inexcusable, adoptant les motifs des premiers juges qui ont déclaré à bon droit que le fait par l'ouvrier de soulever pendant quelques instants les lunettes qui protégeaient sa vue, ne constituait que la simple imprudence, contre laquelle il est garanti par la loi du 9 avril 1898. » (D. P. 01. 2. 461.)

De même : ne constitue pas une faute inexcusable la manœuvre, qui, bien que constituant une imprudence grave, est d'une pratique constante et accomplie en présence du patron (1) (Trib. civ. Valencien-nes, 2 juin 1904.)

De même, ne commet pas une faute inexcusable, l'ouvrier briquetier qui n'a pas arrêté son appareil pour dégager les cylindres. (Trib. civ. de Saint-Amand, 24 janv. 1901) (2).

... L'ouvrier qui s'est prématurément approché des trous de mine, alors surtout que l'on peut reprocher au patron de n'avoir pas sur ce point établi une rigoureuse discipline de chantier. (Trib. civ. de Brive, 8 avril 1900) (3).

... L'ouvrier qui a essayé de dégorger une batteuse, avant qu'elle ne fût complètement arrêtée. (Trib. civ. de Valence, 27 avril 1900) (4).

1. La loi du 13 juillet 1904.

2. *Recueil des documents du ministère du Travail*, I, 514.

3. *Recueil des documents du ministère du Travail*, I, 405.

4. *Recueil des documents du ministère du Travail*, I, 211.

... L'ouvrier qui a remis une courroie sur des poulies en marche, alors que cette mesure est d'une pratique constante. (Trib. civ. de Bourg, 22 janvier 1904) (1).

... L'ouvrier qui resserre pendant la marche les guides d'une scie mécanique, au moyen d'un écrou à ce destiné. (Trib. civ. de Reims, 30 décembre 1904 (2)).

β) *Fautes inexcusables.* — Nous en trouvons un premier exemple dans un arrêt de la Cour d'Angers où il est dit : « Attendu toutefois que la responsabilité de L... se trouve considérablement atténuée par la faute personnelle inexcusable de D... qui, ouvrier chauffeur et habitué au fonctionnement des machines, s'est imprudemment exposé et sans ordre spécial de son patron à cet égard au danger, dont il a été victime : — Que l'article 20 de la loi précitée est donc applicable. » (C. d'Angers du 16 janvier 1900, D. P. 1900. 2. 219.)

De même un jugement du tribunal civil de Rochefort-sur-Mer, qui déclare inexcusable le fait par un employé de gare de descendre sur une voie dangereuse, à cause du mouvement des trains : « Attendu qu'il est constant que S..., en descendant à ce moment sur la voie n° 1 a manqué à la prudence la plus élé-

1. *Recueil des documents du ministère du Travail*, IV, 65.

2. *Recueil des documents du ministère du Travail*, V, 66.

mentaire, et que ce manquement de sa part est encore plus grave, à raison de l'expérience qu'il avait par le fait même de son service, de la marche et du mouvement des trains en gare de S...; — Que l'on ne peut expliquer l'acte qui a été la cause de sa mort, que par une témérité excessive, ou un moment d'aberration, ou une inattention injustifiée ; — Que ces circonstances doivent être considérées comme constituant la faute inexcusable... » (1).

De même un arrêt de la Cour de Rennes, du 5 novembre 1901 (2), qui pose le principe : la faute n'est inexcusable qu'au cas où l'accident doit inévitablement arriver, si on ne prend pas la précaution édictée, par conséquent si l'on commet une imprudence ou une témérité.

Autres exemples : constitue la faute inexcusable l'imprudence commise par un charretier, qui, la nuit s'assied sur le timon de son chariot traîné par deux chevaux attelés en flèche, et est renversé sous les roues de la voiture par le choc d'un tramway allant à une vitesse modérée. (Trib. de Lyon, 5 avril 1900) (3).

Commet la faute inexcusable l'ouvrier qui a essayé de nettoyer une machine en marche. (Trib. de l'Alsace, 13 novembre 1901) (4).

1. *Gaz. des trib.*, 11 mai 1900.

2. *La Loi* du 12 novembre 1901.

3. *Rec. des doc. du min. du Trav.*, I, 279.

4. *Rec. des doc. du min. du Trav.*, II, 21.

... Le charretier qui s'est placé pour atteler entre le cheval et la voiture. (Trib. de Bourganeuf, 8 mai 1900) (5).

... L'ouvrier qui a essayé d'arrêter une scie circulaire en marche. (Trib. de Nevers, 14 mai 1900) (1).

... L'ouvrier puisatier, victime d'un accident provoqué par une manœuvre dont il ne pouvait ignorer le danger. (Trib. de Laon, 21 mai 1900) (2).

... L'ouvrier qui jette dans la fonte incandescente un morceau de fonte solide pris à terre et séché préalablement. (Trib. de Rennes, 28 novembre 1902) (3).

... L'ouvrier qui se baisse vers le sol pour enlever de la terre d'une mouleuse et avance la main à proximité de l'engrenage en mouvement. (Trib. de Beauvais, 26 mai 1906) (4).

... L'ouvrier qui, uniquement pour satisfaire sa curiosité, place son bras dans un ventilateur, alors qu'il ne pouvait, par suite de l'obscurité, voir à l'intérieur, et que le bruit même produit par les ailettes en mouvement lui révélait le danger d'une pareille investigation. (Cour de Douai, 27 novembre 1906.)

2° En ce qui concerne le *patron*.

α) *Fautes excusables*. — Ne suffit pas pour établir

1. *Rec. des doc. du min. du Trav.*, I, 231.

2. *Rec. des doc. du min. du Trav.*, I, 307.

3. *Rec. des doc. du min. du Trav.*, I, 317.

4. *Rec. des doc. du min. du Trav.*, III, 54.

5. *Rec. des doc. du min. des Trav.*, VII, 24.

la faute inexcusable l'omission de précaution de la part des préposés du patron, telle que celle qui consiste à ne pas s'assurer que le crochet servant à rattacher à un câble, un bloc de pierre, qu'on élève au sommet d'un bâtiment, n'était pas engagé à fond dans la boucle du câble. (Trib. de Chambéry, 11 janvier 1900) (1).

N'a pas commis la faute inexcusable, le patron d'un ouvrier, qui n'avait pas assujéti une échelle au moyen de crochets. (Trib. de Béthune, 28 juin 1900 (2). — Cour de Douai, 17 décembre 1900) (3).

... La Compagnie de chemins de fer qui a laissé en service un wagon défectueux, ou non muni de freins. (Trib. de Fontainebleau, 24 janvier 1901 (4). — Cour de Nancy, 13 mars 1906) (5).

Le seul usage d'une machine reconnue dangereuse, telle que la machine dite presse à friction, dont l'emploi n'a d'ailleurs pas été prohibé par l'inspection du travail, n'est pas un élément suffisant pour établir la faute inexcusable du patron. (Trib. de Châlons-sur-Saône, 22 nov. 1899) (6).

Ne commet pas une faute inexcusable le patron, qui n'a pas pris toutes les précautions nécessaires

1. *Rec. des doc. du min. des Trav.*, I, 159.

2. *Rec. des doc. du min. du Trav.*, I, 367.

3. *Rec. des doc. du min. du Trav.*, I, 701.

4. *Rec. des doc. du min. du Trav.*, I, 512.

5. *Rec. des doc. du min. du Trav.*, I, 36.

6. *Rec. des doc. du min. du Trav.*, I, 125.

pour établir la consolidation d'une échelle, dont la chute a causé la mort d'un ouvrier. (Cour de Nancy, 13 février 1902) (1).

β) *Fautes inexcusables.* — Le patron commet une faute inexcusable, par imprudence ou témérité, s'il a causé (lui ou un de ses préposés) un sinistre en enflammant une cartouche à dynamite sans précaution. (Trib. de Brioude, 14 février 1900 (2). — Cour de Riom, 4 avril 1900) (3).

Dans le même sens : la faute inexcusable du patron résulte de l'oubli de toutes précautions pour un travail de fouille en terrain mouvant. (Cour de Caen, 19 novembre 1900) (4).

... Du défaut d'éclayage de terrains mouvants. (Trib. de Toulouse, 24 nov. 1900) (5).

A commis une faute inexcusable le patron qui a commis un ouvrier mineur de dix-huit ans, à la réparation d'une machine en marche. (Cour de Douai, 24 déc. 1900) (6).

... Le patron, qui a fait nettoyer par un ouvrier une machine en marche. (Trib. de Valenciennes, 3 mai 1900) (7).

1. *Rec. des doc. du min. du Trav.*, II, 177.

2. *Rec. des doc. du min. du Trav.*, I, 201.

3. *Rec. des doc. du min. du Trav.*, I, 622.

4. *Rec. des doc. du min. du Trav.*, I, 681.

5. *Rec. des doc. du min. du Trav.*, I, 454.

6. *Rec. des doc. du min. du Trav.*, I, 708.

7. *Rec. des doc. du min. du Trav.*, I, 296.

... La compagnie de chem'ns de fer, qui n'a pas établi de signaux de couverture pour protéger les ouvriers travaillant sur la voie. (Trib. de Céret, 13 mars 1900) (1).

... La compagnie minière, qui a laissé en service un câble de descente usé.

... Le patron qui emploie des mineurs de seize ans au montage d'amorces électriques. (Trib. de Tarascon, 4 août 1903) (2).

b) *Inobservation des règlements.* — 1° De la part de l'ouvrier.

α) *Fautes excusables.* — Le fait par un ouvrier charron, qui travaille à une machine à dégauchir, introduit sa main gauche dans la machine en marche pour en retirer les copeaux accumulés, malgré que cela soit absolument interdit par les règlements (Cour de Besançon, 28 février 1900) (3).

Ne commet pas la faute inexcusable l'ouvrier d'une usine détachée à l'infirmerie, qui s'est blessé en donnant des soins à un camarade, en se servant à cet effet d'un bistouri dont l'usage lui était interdit (Cour de Paris, 27 juin 1902) (4).

... L'ouvrier qui n'a pas utilisé les lunettes protectrices. (Trib. civ. de Dinan, 4 août 1900) (5).

1. *Rec. des doc. du min. du Trav.*, I, 241.

2. *Rec. des doc. du min. du Trav.*, VI, 57.

3. D. P. 1901. 2. 178.

4. *Rec. des doc. du min. du Trav.*, II, 148.

5. *Rec. des doc. du min. du Trav.*, I, 400.

... L'ouvrier blessé en tombant d'un wagonnet en marche sur le quai où il était monté malgré la défense expresse du patron. (Trib. de Versailles, 25 octobre 1900) (1).

... L'ouvrier qui travaillait dans une gare et a négligé de se faire guider sur les voies par un surveillant, comme le prescrit le règlement. (Trib. de Montluçon, 22 juin 1900) (2).

... L'ouvrier, qui ne s'est pas servi d'une baguette, pour refendre le cuir. (Cour de Rennes, 23 février 1903) (3).

... L'ouvrier blessé, en se servant d'un monte-charge dont l'usage lui aurait été interdit par le règlement de l'usine. (Trib. de Lille, 3 mai 1900) (4).

... L'ouvrier qui a été victime d'un accident en faisant un acte que son patron venait de lui interdire. (Trib. d'Uzès, 30 mai 1900) (5).

... L'ouvrier qui s'assied pendant la marche, sur les tampons d'un wagonnet, malgré l'interdiction formelle du règlement, alors que l'imprudence ainsi commise est de pratique constante et tolérée par les chefs de chantier. (Trib. de Nancy, 29 mars 1907.)

β) *Fautes inexcusables.* — Commet une faute

1. *Rec. des doc. du min. du Trav.*, I, 429.

2. *Rec. des doc. du min. du Trav.*, I, 356.

3. *Rec. des doc. du min. du Trav.*, III, 164.

4. *Rec. des doc. du min. du Trav.*, I, 295.

5. *Rec. des doc. du min. du Trav.*, I, 328.

inexcusable, l'ouvrier qui ne fait pas usage du bâton réglementaire pour enlever les laines tombées sous la machine dite « le loup ». (Cour de Beauvais, 11 janvier 1900) (1).

... L'ouvrier qui a commis l'inobservation des règlements publics de voirie sur la conduite des voitures. (Trib. de Narbonne, 10 février 1900 (2). — Trib. de Béziers, 20 mai 1902 (3). — Trib. de Rambouillet, 6 juin 1902) (4).

... Par exemple, le charretier qui se tenait assis sur le timon. (Trib. de Lyon, 5 avril 1900) (5).

... L'ouvrier qui désobéit aux ordres formels du patron ou du contremaître. (Trib. de Saint-Etienne, 3 mars 1902 (6). — Trib. de Saint-Etienne, 16 mars 1902 (7). — Trib. des Andelys, 2 juillet 1902) (8).

... Ou aux avertissements réitérés du patron. (Trib. de Saint-Yrieix, 31 octobre 1900 (9). — Cour de Limoges, 19 décembre 1900 (10). — Cour de Nancy, 2 juin 1904) (11).

1. *La Loi*, 1900, p. 397.

2. *Rec. des doc. du min. du Trav.*, I, 196.

3. *Rec. des doc. du min. du Trav.*, III, 34.

4. *Rec. des doc. du min. du Trav.*, III, 40.

5. *Rec. des doc. du min. du Trav.*, I, 279.

6. *Rec. des doc. du min. du Trav.*, II, 53.

7. *Rec. des doc. du min. du Trav.*, II, 103.

8. *Rec. des doc. du min. du Trav.*, II, 108.

9. *Rec. des doc. du min. du Trav.*, I, 436.

10. *Rec. des doc. du min. du Trav.*, I, 705.

11. *La Loi* des 22 et 23 juillet 1904.

... L'employé de chemin de fer qui expédie volontairement, malgré les règlements, dans une même direction, deux trains possédant des vitesses différentes, et qui doivent forcément se rejoindre, avant que le premier ait pu atteindre la gare d'arrêt. (Trib. de Pau, 2 août 1900) (1).

2° De la part du patron.

α) *Fautes excusables*. — Commet une faute excusable l'entrepreneur, qui n'a pas pris la précaution imposée cependant par les règlements et par l'usage de pourvoir de rampes protectrices les échafaudages d'une maison en construction. (Trib. civ. de Mâcon, 6 mars 1900) (2).

... Le patron d'une mine, qui ne s'est pas conformé aux prescriptions de sécurité de l'inspecteur de la mine. (Cour de Grenoble, 25 mai 1901) (3).

Le patron qui n'a pas muni ses machines d'un appareil protecteur. (Trib. et Cour de Nancy, 30 avril (4) et 7 août 1900) (5).

Le patron qui a contrevenu aux dispositions de la loi relative à la sécurité des travailleurs (Cour de Douai, 24 décembre 1900 (6). — Lyon, 22 mai 1902) (7).

1. *La Loi*, 1900, p. 798.

2. *D. P.* 1900, 2, 229.

3. *Rec. des doc. du min. du Trav.*, I, 838.

4. *Rec. des doc. du min. du Trav.*, I, 290.

5. *Rec. des doc. du min. du Trav.*, I, 662.

6. *Rec. des doc. du min. du Trav.*, I, 708.

7. *Rec. des doc. du min. du Trav.*, II, 229.

β) *Fautes inexcusables*. --- Au contraire constitue la faute inexcusable l'inobservation des règlements publics établis en vue de la sécurité des ouvriers dans une carrière. (Trib. de Château-Thierry, 17 janvier 1900 (1).

Le fait par un mécanicien (préposé du patron) d'avoir exagéré la vitesse d'un train, en violation des règlements, et d'avoir ainsi occasionné un accident qui engage la responsabilité de la Compagnie. (Tribunal civil de Montbrison, 13 avril 1900)(2).

3° *Ivresse*

Bien qu'il soit très possible qu'un accident survienne aux ouvriers par suite de l'ivresse du patron, la jurisprudence est très rare dans ce cas.

Au contraire, en ce qui concerne l'ouvrier, les décisions ne manquent pas.

a) L'ivresse est *excusable* ; d'après le tribunal de Mayenne : « Attendu que cet état d'ivresse, fût-il démontré, ne constituerait pas à la charge d'un ouvrier cette faute sans excuse, plus que la faute lourde du droit commun, qu'a visée le législateur de 1898, puisque celle-ci ne saurait résulter que d'un fait anormal, exceptionnel, presque coupable d'in-souciance et d'extrême incurie. » (23 mars 1900) (3).

1. *Rec. des doc. du min. du Trac.*, I, 166.

2. D. P. 1900. 2. 478.

3. *La Loi*, 1900, p. 540.

De même : Cour de Nancy, 20 décembre 1900 (1).
— Orléans, 8 décembre 1900 (2).

Au contraire : *b*) commet une faute *inexcusable*, l'ouvrier, qui, en état d'ivresse manifeste, s'est livré à un travail qui lui était interdit. (Lille, 18 février 1900 (3). — Valence, 20 février 1900) (4).

De même : « Considérant que l'ivresse manifeste de l'ouvrier dans le travail constitue la faute inexcusable prévue par l'article 20 de la loi du 9 avril 1898, pouvant donner lieu à une diminution de pension. (Cour de Paris, 24 novembre 1900) (5).

De même : Cour de Nancy, 27 mars 1901 (6).

4^e Condamnation correctionnelle

Relevons les décisions suivantes :

La condamnation d'un chef d'usine à une peine correctionnelle, à la suite d'un accident de travail, couvert par la loi de 1898 est un des éléments dont les juges doivent tenir compte pour l'application de la faute inexcusable, mais elle ne saurait avoir pour conséquence de donner ouverture à une action en

1. D. P. 1902. 2. 23.

2. *Rec. des doc. du min. du Trap.*, I, 692.

3. D. P. 1902. 2. 23.

4. D. P. 1902. 2. 23.

5. D. P. 1901. 2. 60.

6. D. P. 1902. 2. 23.

responsabilité basée sur les articles 1382 et 1383 du Code civil. (Trib. de Lyon, 6 janvier 1904) (1).

Ne constitue pas la faute inexcusable à la charge du patron la circonstance que l'ouvrier a été blessé pour... même si le patron a été condamné pour ce fait correctionnellement. (Trib. civ. de Coulommiers, 1^{er} avril 1903) (2).

En terminant, citons les décisions suivantes qui peuvent servir d'exemple à des cas analogues :

Commet une faute inexcusable, l'ouvrier couvreur tombé d'un toit, qui dissimulait sur lui deux feuilles de zinc dérobées. (Trib. de Moulins, 5 juin 1900) (3).

... Le charretier jeté de son siège en essayant de repousser d'un coup de fouet un bicycliste accroché à sa voiture. (Trib. de la Seine, 4 juin 1902) (4).

... L'ouvrier de chemin de fer, tué en gare par une locomotive que rien ne l'empêchait de voir. (Trib. de Périgueux, 29 mars 1901) (5).

... L'ouvrier charretier tombé de sa voiture, pour s'être livré à des mouvements désordonnés. (Trib. de Rouen, 1^{er} décembre 1900) (6).

... L'ouvrier tombé d'une meule, sur laquelle il

1. *La Loi*, 4 février 1904.

2. *Rev. des doc. du min. du Trav.*, III, 94.

3. *Rev. des doc. du min. du Trav.*, I, 333.

4. *Rev. des doc. du min. du Trav.*, III, 39.

5. *Rev. des doc. du min. du Trav.*, I, 553.

6. *Rev. des doc. du min. du Trav.*, I, 465.

s'était endormi, pendant le repos de la machine. (Trib. de Rochechouart, 15 novembre 1900) (1).

.. La compagnie des chemins de fer qui a surmené ses agents. (Trib. de Saint-Sever, 6 avril 1900 (2). — Cour de Paris, 2 août 1900 (3). — Trib. d'Orléans. 29 octobre 1907).

B. — *Critique*. — Au milieu de la discussion générale, à la Chambre des députés, un des rapporteurs de la loi, M. Maruéjols, s'éleva un jour contre le désir de ses collègues de confier aux tribunaux le soin d'apprécier les caractères de la faute inexcusable, et protesta en disant : « Les balances de la justice ne sont pas assez sensibles pour peser le poids des fautes. »

L'expérience prouve-t-elle que ces prévisions étaient justes ? se sont-elles réalisées ?

Nous n'hésitons pas à répondre négativement, après l'exposé que nous venons de faire.

Nous avons vu en effet que les tribunaux ont non seulement complété l'œuvre du législateur, en appliquant la loi conformément à son esprit, mais encore fait preuve d'une sensibilité extrême en fixant, pour chaque cas soumis à leur appréciation, le degré de la faute qui incombait à l'auteur de l'accident.

On serait plutôt porté à regretter leur tendance,

1. *Rev. des doc. du min. du Trav.*, I, 446.

2. *Rev. des doc. du min. du Trav.*, I, 283.

3. *Rev. des doc. du min. du Trav.*, I, 658.

à subir trop facilement l'influence des faits, sans tenir compte des principes, car, à défaut de ce contre-poids nécessaire, les juges peuvent se laisser entraîner à l'occasion de chaque affaire venant devant eux, vers des considérations particulières qui détruisent le caractère de fixité que toute loi doit présenter ; le désaccord pénètre alors dans la jurisprudence comme il s'était répandu auparavant dans les travaux parlementaires et dans la doctrine.

Certes, ce désaccord est plutôt apparent que réel, puisqu'il provient des circonstances toujours dissimilables qui entourent l'accident ; mais il rend bien difficile la mission de celui qui s'efforce de découvrir les éléments de la faute inexcusable, en limitant ses recherches exclusivement à la jurisprudence.

Au contraire, son étude n'aura pas été vaine pour nous, qui lui demandions seulement de nous apporter par des exemples pratiques, la confirmation de notre opinion théorique.

Désormais, fort de son appui, nous sommes plus autorisé à soutenir qu'à notre avis, en matière d'accidents de travail :

1^o La faute inexcusable est plus grave que la faute lourde du droit commun ;

2^o La faute est inexcusable, quand elle a été commise volontairement, de propos délibéré ; quand elle est sans excuse, sans cause justificative ou explicative, telles que ordre reçu, autorisation donnée, nécessité, et utilité.

CHAPITRE II

Conséquences de la faute inexcusable

Maintenant que nous avons essayé de définir la faute inexcusable, et de déterminer ses caractères distinctifs, il nous faut examiner les conséquences qu'elle entraîne pour la victime de l'accident.

C'est nous placer sur un terrain plus pratique ; mais le sujet n'en est pas moins intéressant, car peu importerait, après tout, au patron ou à l'ouvrier d'avoir commis une faute inexcusable, si le montant de l'indemnité qu'ils doivent verser ou recevoir n'en était pas modifié.

Au contraire, cette question est pour eux d'une très grande importance, par suite des paragraphes 2 et 3 de l'article 20 de la loi du 9 avril 1898.

Nous diviserons ce chapitre en deux sections : dans l'une, nous envisagerons les effets de la faute inexcusable de l'ouvrier ; dans l'autre, les effets de la faute inexcusable du patron.

SECTION I

CONSÉQUENCES DE LA FAUTE INEXCUSABLE DE L'OUVRIER

Que dit le paragraphe 2 de l'article 20 de la loi du 9 avril 1898 ? « Le tribunal a le droit, s'il est prouvé que l'accident est dû à une faute inexcusable de l'ouvrier, de diminuer la pension fixée au titre I. »

Si de nombreux débats s'élevèrent au Parlement autour de l'expression de faute inexcusable, ce ne fut pas non plus sans de longues discussions que les législateurs adoptèrent le texte précité.

Nous les rappellerons brièvement, car elles nous permettront, chemin faisant, de poser très nettement les principes qu'il nous suffira de commenter ensuite.

1^o Exposé des débats parlementaires

En 1893, le texte présenté par la Commission de la Chambre des députés portait la disposition suivante : « De diminuer ou même de supprimer toute pension. »

A la suite d'un amendement de M. Jourde, accepté par la Commission, les mots : « ou même de supprimer » disparurent du texte.

En 1895, M. Ricard, garde des Sceaux, parut ne pas tenir compte de cette modification, quand il déclara : « La pension, à laquelle aura droit l'ouvrier, peut être diminuée, et comme on n'a fixé aucun minimum, elle peut descendre même jusqu'à zéro, dans tous les cas jusqu'à 1 franc, comme en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique (1). »

Mais n'est-ce pas un lapsus de la part de M. Ricard ?

Nous le pensons, car une telle interprétation du texte de la loi est tout à fait contraire à la théorie même qu'il a soutenue ; à notre avis, c'est en voulant trop prouver, qu'il a commis cette erreur ; elle n'en est pas moins manifeste ; que dit-il en effet ? « La pension de l'ouvrier peut être diminuée » ; il ne prétend pas qu'elle peut être supprimée. Or il suppose ensuite que les tribunaux l'abaissent jusqu'à zéro ; il admet donc qu'il leur est possible de la supprimer.

Et voilà ce qui est contraire à la vérité.

Il est vrai que cette discussion est toute théorique, et ne présente aucun intérêt pratique, puisque la situation de l'ouvrier sera exactement la même, si sa pension est réduite à 1 franc ou à zéro.

Quoi qu'il en soit, le principe doit être sauvegardé ; en 1898, M. Thévenet ne manquait pas de l'observer.

1. Sénat, séance du 25 nov. 1895.

ver : « Nous n'avons considéré, dit-il, admettant la faute inexcusable, qu'il fallait réduire la pension dans les plus étroites limites et c'est pour cela que la loi nouvelle dit aux tribunaux : lorsque la faute vous paraîtra trop lourde, trop excusable sans doute, vous ne supprimerez pas toute l'indemnité, mais vous pourrez la ramener au chiffre le plus bas possible, fût-ce 1 franc ; vous ne prononcerez que 1 franc de dommages-intérêts (1). »

Quant à la quotité de la pension diminuée, deux amendements furent présentés au Sénat ; l'un de M. Cordelet était ainsi conçu : « Le tribunal pourra accorder à la victime une indemnité, sans que cette indemnité puisse excéder la moitié des chiffres prévus par la loi. »

L'autre, de M. Aucoin, proposait cette rédaction : « Si l'accident est dû à une faute inexcusable de l'ouvrier, la pension ne sera que du quart de celle fixée au titre I (2). »

Ces deux amendements furent repoussés.

Enfin les travaux du Parlement nous apprennent qu'il ne peut être question de faute inexcusable, quand l'incapacité de travail de l'ouvrier, par suite de l'accident, n'est que temporaire ; dans son rapport à la Chambre des députés, M. Louis Ricard le déclara

1. Sénat, séance du 4 mars 1898.

2. Sénat, séance du 18 mars 1898.

formellement : « Nous n'avons fait aucune distinction tirée de la nature et de la gravité de la faute, lorsque l'accident n'a entraîné qu'une incapacité de travail temporaire. L'ouvrier, en pareil cas, a toujours droit à une indemnité. En ce qui concerne les accidents donnant lieu à des rentes ou pensions, nous avons établi des règles spéciales pour les fautes lourdes (maintenant fautes inexcusables). »

Et en séance, il ajouta : « En principe la faute lourde doit entrer au nombre des éléments d'appréciation de l'indemnité. Dans quels cas ? Lorsque l'accident aura occasionné soit le décès, soit l'incapacité permanente partielle ou absolue du travail.

« Mais lorsque l'accident n'aura provoqué qu'une incapacité de travail, très courte, la Commission a pensé que les principes doivent être dominés par la question d'humanité et de justice et qu'il fallait que le patron ou plutôt que les frais généraux de l'industrie fussent tenus de réparer les blessures occasionnées par l'industrie, quelle qu'ait été la cause de ces blessures. »

Ainsi, sans distinguer le motif de l'incapacité de travail temporaire dans tous les cas, la Commission demanda à la Chambre de décider que pour 89 o/o des accidents, la faute lourde ne jouera pas (1).

1. Ch. des dép., séance du 8 juin 1893.

Au Sénat, M. Ricard, comme garde des Sceaux, confirme les termes de son rapport en disant qu'il importait essentiellement d'éviter les procès en matière d'incapacité temporaire, ne pouvant entraîner que des incapacités relativement minimales.

Voici la partie essentielle de son discours ; elle vaut la peine d'être citée :

« Permettez-moi d'insister, car il est bon qu'il n'existe ni surprise, ni équivoque, sur la portée du texte en discussion. L'honorable M. Grivart a bien voulu tout à l'heure citer mon rapport devant la Chambre des députés ; puisqu'il l'a lu avec attention, ce dont je le remercie, il a dû remarquer que j'ai très nettement précisé, et ce fut une des conditions d'acceptation par la Chambre de cette disposition transactionnelle, — que pour les accidents donnant lieu à des indemnités temporaires, il fallait éviter les procès et par suite les recherches de la faute plus ou moins lourde de l'ouvrier, — qu'au contraire cette question pouvait être portée devant les tribunaux quand il s'agissait de demandes pouvant frapper sérieusement la fortune des industriels.

« Quand il s'agit d'une réparation accordée à un ouvrier blessé, même par sa faute, il est humain, il est bon, il est sage de lui accorder une indemnité temporaire, sans rechercher s'il y a ou non faute lourde.

« C'est, Messieurs, ce que j'ai fait dans mon rapport,

et ce qui a été répété à la Chambre des députés. Pas de question de faute lourde, lorsqu'il s'agit d'accidents n'entraînant que des incapacités temporaires de travail. Pourquoi avons-nous fait cela ? Parce que, je le répète, nous avons obéi au sentiment qui nous anime tous, j'en suis convaincu, Messieurs. Nous nous sommes dit : C'est l'industrie qui est ici en jeu, et je suis heureux d'être d'accord sur ce point avec l'honorable M. Blavier, ce n'est pas l'industriel. Les frais généraux de cette industrie doivent supporter une petite charge, pour que ce malheureux soit indemnisé pendant sa maladie, comme est réparé tout ce qui sert à l'industriel, pour mettre en œuvre son usine et la faire produire. »

Après ces explications si claires, il ne peut exister aucun doute sur le sens du texte de la loi : cependant, il semble utile, pour ne laisser dans l'ombre aucun point, d'ajouter, en nous inspirant de la doctrine, les commentaires et observations suivantes :

2° *Commentaires.* — Remarquons tout d'abord le caractère facultatif des prescriptions de la loi : « Le tribunal a le droit... l'indemnité pourra être diminuée... »

Aucune obligation n'est par conséquent imposée aux tribunaux de réduire nécessairement la pension de l'ouvrier ; aucune limite ne leur est tracée ; ils peuvent décider que l'ouvrier victime d'un accident de travail, occasionné par sa faute inexcusable,

recevra la rente qui lui aurait été versée en l'absence de toute faute, comme en revanche ils peuvent en diminuer le montant dans des proportions telles que cette réduction équivaille pratiquement à une suppression pure et simple de l'indemnité.

En définitive, ils ont le droit d'appliquer tour à tour le système du risque professionnel intégral et celui de l'exclusion de la faute lourde.

En ce qui concerne les cas d'incapacité temporaire, il est certain qu'ils ne sont pas visés par les dispositions de l'article 20 ; nous avons vu que telle était l'idée du législateur ; et cette opinion se trouve confirmée par le fait que cet article parle seulement de diminuer la pension ; or il n'est question de pension que s'il y a eu mort, ou incapacité permanente, absolue ou partielle ; les incapacités temporaires donnent droit exclusivement à une indemnité ; il en résulte que le chiffre de l'indemnité temporaire sera toujours dû en entier, sans qu'il y ait lieu de s'occuper de la cause de l'accident et de la gravité de la faute commise par la victime (1).

Quant aux frais médicaux et pharmaceutiques, de même que les frais funéraires, la loi ne permet pas

1. *Sic* : Tribunal civil du Havre, 14 décembre 1899. *Gaz. Pal.*, 1900. 1. 415. — Tribunal de paix de Meulan, 22 novembre 1899. *Rev. justice de paix*, 1900, 96. — Tribunal de Neuilly-sur-Seine, 25 avril 1900. *Moniteur des justices de paix*, 1900, 266.

non plus qu'ils subissent une réduction, sous le prétexte qu'il y a eu faute inexcusable de la part de l'ouvrier qui les a nécessités.

La question des dépens mérite quelque attention ; elle demande d'être étudiée d'assez près, et peut parfois embarrasser les juges. En effet, supposons qu'ils ont reconnu la faute inexcusable de l'ouvrier, qu'ils ont réduit la pension à une somme infime, insignifiante, par exemple 5 francs. Devront-ils condamner le patron aux frais de l'instance ?

La réponse a une grande importance, non seulement dans chaque affaire particulière, mais encore au point de vue plus général que voici : on sait que l'assistance judiciaire est accordée de droit à l'ouvrier ; il lui suffit de la demander pour l'obtenir ; dans ces conditions il n'hésitera en aucune façon à intenter une instance contre son patron, pour lui réclamer une indemnité, même s'il sait que sa demande ne sera pas acceptée, parce qu'il a provoqué l'accident par une faute absolument inexcusable.

Que risque-t-il, après tout ? Rien ; il court même la chance de surprendre la religion du tribunal, en usant au besoin de certains procédés indéliçats qui ne manqueront pas de lui être indiqués ; il peut aussi profiter de la bienveillance des magistrats ; et pour les mauvais ouvriers, n'est-ce pas l'occasion de causer des ennuis au patron, obligé de se défendre,

pour ne pas être condamné par défaut, par suite de faire des frais, dont une partie, notamment les honoraires de l'avoué et de l'avocat, ne lui sera jamais remboursée, même s'il gagne son procès.

Mais excluons même toute considération relative aux charges pécuniaires du patron. Ne serait-il pas profondément injuste de faire supporter par lui tous les dépens de l'instance, introduite par un ouvrier, qui a été victime d'un accident, causé par sa faute inexcusable, et auquel le tribunal a accordé une pension insignifiante ? C'est incontestable.

Aussi nous voulons croire, puisque les juges ont un pouvoir discrétionnaire pour faire entre les parties qui succombent respectivement la répartition des dépens ; puisqu'ils ont la faculté de condamner une partie en tous les frais, quoiqu'elle ait obtenu gain de cause sur quelques points, si elle a succombé sur les autres, — qu'ils en profiteront toujours pour résoudre en toute équité cette question.

C'est ainsi, pour prendre des exemples que nous trouvons parfaitement juste, que les tribunaux condamnent l'ouvrier en tous les dépens, s'ils ont évalué à 1 franc le montant de la pension qui lui était due, ou d'une façon générale, s'ils ont reconnu les offres faites par le patron suffisantes ; et de même que s'ils font subir à la pension une réduction des deux tiers, ils mettent deux tiers des dépens à la charge de l'ouvrier et un tiers à la charge du patron.

C'est d'ailleurs conforme aux principes généraux en vertu desquels les dépens suivent le sort de l'instance.

Pour les ouvriers ou employés, gagnant un salaire supérieur à 2.400 francs, et soumis à un régime spécial par la loi, déterminé par l'article 2 § 2, certains auteurs se sont demandé si l'article 20 leur était applicable ; or nous ne voyons pas les raisons que l'on pourrait invoquer pour soutenir que cette catégorie d'ouvriers ou employés fait exception aux dispositions de cet article ; la loi ne fait en effet aucune distinction à ce sujet ; par conséquent on peut en conclure que tous les ouvriers et employés sont soumis au même régime quel que soit leur salaire, et que la pension, en cas de faute inexcusable, peut être réduite à 1 franc pour les ouvriers gagnant un salaire de plus de 2.400 francs comme pour les autres ouvriers.

Enfin nous devons examiner les conséquences qu'entraîne la faute inexcusable de l'ouvrier vis-à-vis des autres ouvriers.

C'est M. Loubat qui écrit à ce sujet : l'ouvrier qui aura occasionné un accident par sa faute inexcusable pourra-t-il être recherché personnellement par ses camarades d'atelier qui auront été victimes de l'accident ou par leurs représentants ?

Supposons un ouvrier qui, par une faute inexcusable, a causé une catastrophe dont plusieurs de ses

camarades ont été victimes. Ceux-ci pourront-ils actionner l'auteur de l'accident ?

Nous répondrons négativement. D'abord ils n'ont pas d'action contre lui en vertu du risque professionnel qui règle seulement les rapports des ouvriers avec les patrons en cas d'accidents. Ils n'en ont pas davantage en vertu du droit commun. En effet, aux termes de l'article 7, les victimes ou leurs représentants peuvent exercer une action conformément aux règles de droit commun, uniquement contre les auteurs de l'accident, autres que le patron ou ses ouvriers et préposés.

C'est l'industrie seule qui est responsable des accidents arrivés par suite de la faute inexcusable d'un ouvrier ; elle en est responsable, quoique avec tempérament, il est vrai, même envers le coupable, à plus forte raison envers ses camarades, qui, eux, sont innocents. Le législateur n'a pas voulu permettre une dualité de responsabilités, qui aurait pu être la source de nombreux procès.

Mais, dans ce cas, il est évident que la faculté de diminuer la pension ou les rentes, dues à l'ouvrier coupable de la faute inexcusable, ne s'applique pas aux autres ouvriers, victimes de l'accident. Ils n'ont commis aucune faute et doivent recevoir l'indemnité intégrale que la loi leur accorde.

Telles sont les différentes questions que soulève l'étude des effets de la faute inexcusable de l'ouvrier,

envisagés au triple point de vue de l'ouvrier lui-même, de ses camarades et du patron.

Voyons maintenant les conséquences qu'entraîne la faute inexcusable du patron.

SECTION II

DES CONSÉQUENCES DE LA FAUTE INEXCUSABLE DU PATRON

C'est le paragraphe 3 de l'article 20 de la loi du 9 avril 1898, qui régit cette question ; il est ainsi conçu :

« Lorsqu'il est prouvé que l'accident est dû à la faute inexcusable, ou de ceux qu'il s'est substitués dans la direction, l'indemnité pourra être majorée, mais sans que la rente viagère ou le total des rentes viagères allouées puisse dépasser soit la réduction, soit le montant du salaire annuel. »

Ces dispositions de la loi soulèvent un grand nombre de problèmes que nous allons examiner ; mais auparavant il nous faut donner quelques explications sur leur sens même, qui nous paraît fort obscur à la première lecture ; c'est ainsi que nous devons nous demander ce que le législateur a voulu désigner en parlant de substitués du patron dans la direction ?

On sait que, aux termes de l'article 1384 du Code civil, on est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait de personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde. «... Les maîtres et les commettants, du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés. »

On sait que, d'après la jurisprudence, il faut entendre par préposés toutes les personnes sur lesquelles le patron a droit de commandement et d'autorité, aussi bien celles qui sont elles-mêmes investies d'un droit d'autorité ou de surveillance (par exemple les directeurs, contremaîtres, etc.) que celles dont les fonctions consistent seulement à obéir (ouvriers, simples employés, etc.).

Mais ces indications du Code et de la jurisprudence sont insuffisantes ; nous devons nous dire que si le législateur a adopté une formule nouvelle, c'est que l'expression du droit commun lui semblait imparfaite à rendre sa pensée ; et c'est pourquoi, du reste, nous aurons recours à nouveau aux travaux des Chambres, qui ne manqueront pas de nous apporter la solution cherchée.

Nous la trouvons dans le discours de M. Trarieux, prononcé en vue de soutenir l'amendement de M. Blavier, en mars 1890, qui tendait à remplacer le texte du projet de la Commission, disant que l'indem-

nité pourrait être majorée dans tous les accidents dus à la faute lourde du patron ou de ses préposés, par la disposition suivante : l'indemnité pourrait être majorée dans tous les accidents dus à la faute lourde du patron ou de ceux qu'il a préposés à la direction et à la surveillance des travaux. Il s'exprimait en effet en ces termes : « Si vous adoptez le texte de la Commission, vous adoptez *ipso facto* que le patron est responsable, en outre de sa faute personnelle et de celle de ses contremaîtres, de toutes les fautes des ouvriers qui travaillent dans son usine... Je demande que la responsabilité du patron soit limitée à sa faute lourde personnelle, ou à la faute de ceux qui auraient été ses *alter ego*, des ingénieurs, des contremaîtres, par exemple. »

Nous rencontrons également la solution cherchée dans les paroles de M. Félix Martin prononcées en 1898 : « Voici un ouvrier qui est chargé d'alimenter une chaudière, par sa faute inexcusable, il fait éclater cette chaudière ; et il blesse son camarade. Cet ouvrier-là est un préposé du patron à l'égard du blessé, par conséquent le tribunal pourra majorer la pension. N'est-ce pas exagéré et même peu équitable ?... Je comprends que l'on majore la pension lorsque l'accident est dû à la faute inexcusable d'un directeur de travail, d'un chef d'atelier investi de l'autorité patronale. Mais je trouve excessif de faire supporter au patron des charges supérieures au ris-

que professionnel, quand c'est un simple ouvrier qui cause un accident à un de ses camarades, même par faute inexcusable. »

Voilà qui fixe nettement ce point particulier ; désormais, nous savons que cette expression : « ceux que le patron s'est substitués dans la direction », désigne les personnes à qui le patron délègue à titre définitif ou d'une façon provisoire une partie de ses pouvoirs, par exemple dans une usine : les directeur, sous-directeur, ingénieur, chefs d'atelier, contre-maîtres, et même un simple ouvrier, investi accidentellement des fonctions de contremaître, en un mot tous ceux qui tiennent du patron le droit de donner des ordres.

Il est bien entendu que, si une faute inexcusable a été commise par une des personnes sus-désignées, alors qu'elle n'exerçait pas ses attributions de commandement, elle ne peut entraîner une majoration d'indemnité.

Ainsi prenons un ouvrier chargé par un contremaître de surveiller les travaux d'une équipe, et au besoin de donner les ordres nécessaires ; il s'acquitte avec une correction parfaite de ses fonctions provisoires de contremaître, mais dans l'exercice de son travail de simple ouvrier, il commet une faute inexcusable qui provoque un accident. Il est certain que l'indemnité ne devra pas être majorée ; car ce n'est pas en qualité de substitut du patron qu'il a commis

la faute inexcusable, mais c'est comme simple ouvrier.

Après ces explications, il nous semble, que cette question des substitués du patron est en pleine lumière.

Poursuivons donc notre étude sur les effets de la faute inexcusable du patron, ou de ceux qu'il s'est substitués dans la direction.

Une première remarque, qui vient naturellement à l'esprit, déjà averti par une disposition analogue relative à la faute inexcusable de l'ouvrier, c'est que les tribunaux disposent d'une entière liberté, pour apprécier le montant de l'indemnité, que doit supporter le patron, en cas de faute inexcusable de sa part ; la loi dit en effet : l'indemnité pourra être majorée ; c'est donc pour les juges une simple indication, une faculté de faire ou de ne pas faire ; leur pouvoir d'appréciation est souverain.

Nous venons de parler de dispositions analogues relativement à la faute inexcusable de l'ouvrier et à celle du patron ; en réalité, il est plus exact de dire que l'une est la contre-partie de l'autre : tandis que la faute inexcusable de la victime entraîne une diminution de la pension, la faute inexcusable du patron est une cause possible de majoration de l'indemnité due à la victime de l'accident.

Nous avons vu que, dans le premier cas, elle pouvait être diminuée jusqu'à 1 franc ; la question se

pose donc de savoir quel est, pour le second cas, le maximum que peut atteindre l'augmentation de l'indemnité.

Il est évident que la faute inexcusable du patron ne peut servir de prétexte pour allouer à l'ouvrier des indemnités considérables, et hors de toute proportion avec le salaire qu'il gagne par son travail.

Et c'est ce que les législateurs n'ont pas manqué de comprendre ; ils ont estimé, à justetitre, que l'accident survenu à l'ouvrier le privait seulement de son salaire, que par conséquent la réparation du préjudice subi était complète en accordant à la victime une indemnité égale au salaire ou à une fraction du salaire qu'il avait perdu, par suite que dans le cas de faute inexcusable du patron, l'augmentation de l'indemnité ne devait pas dépasser le montant du salaire, s'il y avait mort ou incapacité permanente absolue du travail, et qu'elle ne devait pas excéder la réduction subie par le salaire, s'il résultait de l'accident une simple incapacité partielle.

Quelques exemples suffiront à montrer le mécanisme de ces dispositions :

Examinons d'abord le cas où l'ouvrier a été tué à la suite d'un accident occasionné par la faute inexcusable du patron ou d'un de ses proposés.

En cas de décès, les héritiers ont droit normale-

ment à une rente fixée par les paragraphes *A B C* de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898.

Par exemple, un seul enfant légitime ou naturel reconnu a droit à une rente égale à 15 o/o du salaire si son père est mort à la suite d'un accident ordinaire, mais si l'on établit contre le patron une faute inexcusable, le tribunal pourra majorer la rente et l'élever jusqu'au salaire entier ; la rente variera donc entre 15 o/o et 100 o/o du salaire de l'ouvrier défunt.

De même si la victime a laissé trois orphelins de père et de mère, la pension de ceux-ci, qui, pour un accident ordinaire, aurait été de 60 o/o, pourra être supérieure à cette somme et atteindre l'intégralité du salaire.

De même encore, si le défunt laisse seulement une veuve sans enfant, la pension varie entre 20 et 100 o/o du salaire.

La difficulté commence lorsque plusieurs catégories d'ayants droit sont en présence ; comme le maximum des rentes et pensions ne doit pas dépasser le salaire intégral, il s'agit de savoir dans quelles proportions chacun des ayants droit bénéficiera de la majoration.

Par exemple, la veuve de la victime est en concours avec ses trois enfants ; s'il n'y a pas eu de faute inexcusable, elle ne peut prétendre qu'aux 20 o/o du salaire de son mari, et ses enfants ont droit à 35 o/o.

La majoration résultant de la faute inexcusable pourra être de 5 o/o.

Comment répartir la totalité ou partie de ces 45 o/o ? A notre avis, proportionnellement à l'importance de la quote-part de chaque catégorie.

Cette solution est au surplus conforme à l'esprit du législateur. Nous en trouvons la preuve dans l'alinéa 2 de la lettre *C* de l'article 3, qui dispose que lorsque les rentes accumulées dépassent le maximum prévu par la loi, elles sont réduites proportionnellement.

Si la réduction doit être proportionnelle, la majoration doit évidemment s'opérer de la même façon.

Supposons, dans l'exemple cité plus haut, que le tribunal ait fixé à 75 o/o la pension à répartir entre la mère et ses enfants. La majoration étant de 20 o/o la mère verra sa rente viagère s'accroître de 5 o/o du salaire ; et les enfants, leur pension temporaire s'élever de 15 o/o du salaire ; et par conséquent la mère aura droit à une rente égale à 25 o/o, et les fils toucheront une pension égale à 50 o/o.

S'il n'y a pas eu décès, mais seulement incapacité permanente et absolue, l'article 3 indique que l'ouvrier aura droit à une rente égale aux deux tiers de son salaire annuel.

Si l'ouvrier gagnait annuellement 900 francs, la rente sera de 600 francs, mais, au cas de faute inexcusable du patron, le tribunal pourra encore éle-

ver cette pension jusqu'à la totalité du salaire, soit 900 francs.

S'il n'y a eu qu'incapacité permanente et partielle, l'ouvrier a droit à une rente égale à la moitié de la réduction, que l'accident aura fait subir au salaire.

Dans quelle proportion cette rente pourra-t-elle être majorée, s'il y a eu faute inexcusable du patron ?

Elle pourra être majorée, dit notre article, sans qu'elle puisse dépasser le montant de la réduction.

Que faut-il entendre par là ? Un exemple nous le fera facilement saisir.

Un ouvrier gagne 1.800 francs par an ; il est blessé dans son travail, et à la suite de cet accident, qui lui a causé une incapacité permanente et partielle, il subit une réduction de capacité, telle qu'il n'est plus apte à gagner que 1.200 francs ; il a donc subi une réduction de salaire de 600 francs ; et l'article 3 de notre loi lui attribue une rente égale à la moitié de la réduction, que l'accident aura fait subir au salaire, soit 300 francs dans notre exemple ; or, s'il y a eu faute inexcusable du patron, le tribunal pourra majorer cette rente à condition cependant que la majoration ne dépasse pas la réduction subie ; comme dans l'espèce que nous avons choisie, la réduction est de 600 francs, la rente pourra varier entre 300 et 600 francs.

Il reste à envisager un dernier cas d'incapacité ;

la faute inexcusable du patron a provoqué un accident et l'ouvrier, qui en a été victime a subi une incapacité temporaire ; nous avons vu que la faute inexcusable de l'ouvrier ne pouvait pas entraîner une diminution de l'indemnité ; celle du patron peut-elle l'aggraver ? Nous ne le pensons pas.

Certains ont cependant soutenu la thèse contraire, en s'appuyant sur le texte du paragraphe 3, qui parle d'indemnité ; ils en concluaient que les incapacités temporaires, qui entraînent une indemnité, et non une pension ou une rente, étaient nettement visées par ce paragraphe.

A notre avis, ces arguments sont loin d'être convaincants, et même se retournent contre eux ; puisqu'ils se réfèrent au texte de la loi, faisons comme eux, et nous lisons alors une ligne plus bas : « sans que la rente ou le total des rentes allouées puisse dépasser soit la réduction, soit le montant du salaire annuel ».

Et par conséquent, en faisant le même raisonnement, nous concluons à notre tour qu'il ne peut être question que d'incapacité permanente, partielle ou absolue, ou de mort, puisque la loi parle de rente. En réalité, le législateur ne s'est en aucune façon préoccupé de cette distinction entre ces différentes expressions, et pour être dans la vérité, il vaut mieux se rapporter à l'esprit de la loi ; or il est certain que ses auteurs n'ont pas eu l'intention de sou-

lever la question de faute inexcusable à propos des accidents entraînant une incapacité temporaire, et ont voulu éviter pour le règlement de ces sortes d'indemnité toute controverse litigieuse et toute recherche sur les causes de l'accident.

Ouvriers dont le salaire annuel dépasse 2.400 fr.

— Comment faut-il interpréter l'article 20 et le combiner avec l'article 2 qui vise les ouvriers dont le salaire annuel dépasse 2.400 francs ?

D'une part, il est dit que l'ouvrier a droit à une indemnité, qui peut atteindre le montant intégral du salaire annuel, en cas de faute inexcusable ; d'autre part, il est stipulé que ceux gagnant plus de 2.400 fr. par an ne bénéficient des dispositions de la loi que jusqu'à concurrence de cette somme, et que, pour le surplus, ils n'ont droit qu'au quart des rentes désignées à l'article, à moins de conventions contraires élevant le chiffre de la quotité.

En conséquence, si nous prenons par exemple un ouvrier gagnant 325 francs par mois, soit 3.900 francs par an, victime d'un accident lui occasionnant une incapacité permanente et absolue, causé par la faute inexcusable du patron, il y aura lieu de se demander s'il sera possible de lui allouer une rente égale au montant intégral de son salaire, soit

3.000 francs, ou bien au contraire ne pourra-t-il lui être attribué qu'une rente égale à 2.400 francs plus le quart des deux tiers de l'excédent du salaire, soit 250 francs, au total 2.650 francs.

La doctrine sur ce point est très partagée ; pour nous faire une idée des arguments des auteurs d'opinion contraire, nous allons citer M. Loubat préconisant cette dernière théorie, puis M. Sachet, pensant que l'article 20 doit être considéré en dehors de l'article 2.

M. Loubat dit : « Le total des rentes dues à ces ouvriers ou employés pourra-t-il atteindre le montant du salaire annuel, comme pour tous les autres ?

Nous ne le pensons pas. En effet, aux termes du paragraphe 2 de l'article 2, ceux dont le salaire dépasse 2.400 francs ne bénéficient des dispositions de la loi que jusqu'à concurrence de cette somme ; pour le surplus, ils n'ont droit qu'au quart des rentes stipulées par l'article 3, à moins de conventions contraires, élevant le chiffre de la quotité.

« Prenons par exemple un ouvrier gagnant 10.000 francs, atteint d'incapacité permanente absolue de travail. En l'absence d'une faute inexcusable du patron, il recevra 1° les deux tiers de 2.400 francs, soit 1.600 francs ; 2° le quart des deux tiers de l'excédent de salaire, c'est-à-dire 1.266 fr. 66 ; soit une rente totale de 2.866 fr. 66.

« S'il y a eu faute inexcusable, la pension pourra

être portée à 2.400 francs plus le quart des deux tiers du restant du salaire ou 1.266 fr. 66, soit une pension de 3.666 fr. 66, c'est-à-dire 800 francs de plus en cas de faute inexcusable du patron.

« Ce résultat nous paraît conforme à l'esprit de la loi. Les salaires dépassant 2.400 francs n'entrent en ligne de compte que jusqu'à concurrence de cette somme; pour le surplus ils ne donnent droit qu'au quart des rentes ou indemnités.

« Cette règle tracée dans le paragraphe 2 de l'article 2 ne comporte aucune exception et doit être appliquée même au cas de faute inexcusable du patron.

« Remarquons cependant que l'article 2 autorise les conventions contraires, quant au chiffre de l'indemnité due au delà de 2.400 francs de salaire, qui peut être élevé. Il sera donc loisible aux employés gagnant plus de 2.400 francs de stipuler avec le chef d'industrie, pour la part du salaire dépassant 2.400 francs une quotité supérieure au quart des indemnités légales.

« Les ouvriers de cette catégorie ne peuvent donc s'en prendre qu'à eux-mêmes, si en cas de faute inexcusable du patron, ils ne reçoivent pas une indemnité en rapport avec leurs appointements. »

A cette théorie, M. Sachet oppose la suivante :

La réponse à la question qui se pose de savoir comment on devra combiner les dispositions de l'ar-

ticle 2 avec la majoration des indemnités en cas de faute inexcusable du patron, nous paraît se trouver dans les termes mêmes de l'article 2, qui visent exclusivement la fixation des indemnités prévues par l'article 3, et qui ne s'appliquent en aucune façon au cas spécial de l'article 20.

D'où l'on doit conclure que la majoration provoquée par la faute inexcusable du patron peut être intégrale, quelque élevé que soit le traitement de la victime.

Et vraiment, on ne comprendrait pas qu'un chef d'entreprise, considéré par le législateur comme inexcusable dans ses agissements, bénéficiât d'un régime de faveur au détriment de celui qu'il a lésé.

Au surplus la majoration intégrale n'est pas obligatoire ; le tribunal conserve toujours le droit, le pouvoir de la réduire dans les limites qu'il juge convenables.

C'est à cette dernière opinion que nous nous rangeons plus volontiers : quoi qu'en dise M. Loubat, elle ne nous semble nullement constituer une exception aux principes posés.

En effet, que dit la loi, article 2 § 2 : « Ceux dont le salaire annuel dépasse 2.400 francs, ne bénéficient de ces dispositions que jusqu'à concurrence de cette somme... » Evidemment, si l'on s'arrête à cette première phrase de ce paragraphe, on peut croire que la loi de 1898 et en particulier l'article 20 ne

s'applique pas à la partie du salaire supérieure à 2.400 francs ; que par suite en cas de faute inexcusable du patron, les ouvriers de cette catégorie ne peuvent recevoir une indemnité supérieure à 2.400 fr. ; mais on se rend compte de l'inexactitude d'une telle interprétation, en présence du texte complet de la loi : « Pour le surplus, ils n'ont droit qu'au quart des rentes stipulées à l'article 3, à moins de conventions contraires, élevant le chiffre de la quotité. »

Par conséquent, puisque la loi vise tous les salaires, quel qu'en soit le montant, que seules les indemnités varient suivant les cas, et suivant le taux, il nous semble injustifié de prétendre que le risque professionnel est limité strictement à la somme de 2.400 francs ; d'ailleurs l'article 20 n'a fait aucune de ces distinctions ; est-ce un oubli ? rien ne nous porte à le croire, et c'est pourquoi nous pensons avec M. Sachet que la faute inexcusable du patron l'oblige à la réparer dans une proportion qui ne trouve sa limite que dans l'article 20, et dans la sagesse des tribunaux, qui ne manqueront pas de juger conformément à l'équité et à la justice (1).

Faute inexcusable commune aux deux parties. —

M. Cabouat prévoit ce cas : « Lorsqu'il est établi en fait que l'accident a pour cause une même faute

1. Ce cas se présente très rarement ; nous n'avons trouvé aucune jurisprudence s'y rapportant.

inexcusable commune au chef d'entreprise et à l'ouvrier, il appartient au juge de faire compensation des torts réciproques des parties, ce qui l'amènera souvent à fixer un chiffre d'indemnité oscillant suivant que la responsabilité de l'une ou de l'autre des parties paraîtra plus gravement engagée autour du taux forfaitaire établi par l'article 3.

C'est ainsi que la faute inexcusable du patron, consistant en une organisation de l'atelier si manifestement défectueuse, que les dangers n'ont pu en échapper à l'ouvrier, il y a pour celui-ci une influence compensatrice de celle qui peut être reprochée au patron à consentir à travailler dans d'aussi périlleuses conditions. Toutefois, comme l'ouvrier, à raison de son état de dépendance à l'égard du patron, ne peut le contraindre effectivement à assurer la sécurité du travail, il est nécessaire d'en tenir compte et d'atténuer, mais sans l'effacer cependant, l'influence de sa faute personnelle. »

En dernier lieu, envisageons les effets de la faute inexcusable du patron et de ceux qu'il s'est substitués dans la direction, sur le contrat d'assurance.

Dans le premier cas, il ne peut y avoir de doute : le patron est privé du bénéfice de l'assurance ; dans le second cas, il y a controverse, mais il est probable, dit M. Sachet, que la jurisprudence s'arrêtera à la distinction fort juste faite par notre loi : la faute inexcusable du substitut de patron dans la direction,

doit être assimilée à celle du patron lui-même, et par suite avoir pour effet de priver celui-ci du bénéfice de l'assurance ; la faute inexcusable des autres préposés est sans influence sur la validité du contrat.

Il est à remarquer qu'une des conséquences de cette solution sera d'aggraver les charges de la Caisse nationale des retraites. En effet, dans tous les cas de faute inexcusable du patron, l'obligation de l'assurance disparaissant, la Caisse des retraites restera la seule caution de la dette de la pension envers la victime.

En fait la difficulté est tranchée par les compagnies d'assurances, dont beaucoup ont cédé aux instances de leur clientèle, leur réclamant de comprendre dans les risques assurés les accidents dus à leur faute inexcusable ; l'Urbaine, l'Abeille et la Prévoyance, notamment, stipulent dans leurs statuts qu'elles garantissent les conséquences de la faute inexcusable.

De toutes façons la situation de la Caisse nationale des retraites est la suivante : dans le cas où une société d'assurance stipule qu'elle n'est redevable d'aucune indemnité, en cas de faute inexcusable du patron, la Caisse nationale n'a qu'une action contre le chef d'entreprise ; si la compagnie d'assurance refuse de prendre à sa charge le supplément d'indemnité alloué à raison de l'inexcusabilité de la

faute, elle a une action contre l'assureur, pour l'indemnité normale, et une action contre le patron, pour le supplément d'indemnité. Enfin si la compagnie d'assurance accepte tous les risques sans distinction, il s'en suit naturellement que la Caisse des retraites a un recours contre la compagnie d'assurance, comme pour tous les accidents ordinaires.

Nous avons terminé l'étude des conséquences de la faute inexcusable du patron et de l'ouvrier, entraînant pour l'un, un supplément de pension à verser, pour l'autre, une diminution de rente à recevoir.

Il en résulte nettement que les auteurs de la loi de 1898 ont voulu seulement, en posant les principes, donner une simple indication aux juges chargés de l'appliquer, — que le caractère distinctif de ses dispositions est d'être en effet essentiellement facultatif : le tribunal a le *droit* de diminuer... l'indemnité *pourra* être majorée... »

Quant aux limites qu'ils leur ont assignées, au delà desquelles les indemnités accordées à l'ouvrier ne peuvent être ni augmentées, ni réduites, elles sont si étendues, qu'en fait elles touchent d'un côté à la théorie de l'exclusion de la faute inexcusable, de l'autre, à celle du risque professionnel intégral.

CHAPITRE III

Législation étrangère

L'adoption du principe du risque professionnel, en matière d'accidents de travail n'est pas un fait propre à la France, mais un phénomène général, qui apparaît en vertu de la loi de l'imitation.

Et, en effet, presque toutes les nations européennes ont consacré, à peu près en même temps, ce nouveau principe de responsabilité.

Voici par ordre chronologique les puissances, en dehors de la France, qui l'ont adopté : l'Allemagne, par une loi du 6 juillet 1884 ; l'Autriche, le 28 décembre 1887 ; la Norvège, le 23 juillet 1894 ; l'Angleterre, le 6 août 1897 ; le Danemark, le 15 janvier 1898 ; l'Italie, le 17 mars 1898 ; l'Espagne, le 30 janvier 1900 ; la Hollande, le 2 janvier 1901 ; la Grèce, le 21 janvier 1901 ; la Suède, le 24 avril 1901 ; le Grand-Duché du Luxembourg, le 31 juillet 1901 ; la Belgique, le 24 décembre 1903.

Notre intention n'est, certes, pas de présenter un tableau complet des législations étrangères sur les

accidents du travail. Nous envisagerons seulement les principes généraux de responsabilité patronale, admis par chacune d'elles, en particulier, en cas de faute de l'ouvrier et du patron.

I. — ALLEMAGNE

Jusqu'en 1884, la responsabilité des accidents fut régie par les principes du droit commun, comme en matière de responsabilité civile.

Lorsqu'un accident était causé par un dol ou par une faute c'était l'auteur immédiat du dol ou de la faute, qui était déclaré responsable ; si l'auteur était le préposé d'une autre personne, d'un tiers, ce tiers n'était responsable que de la faute commise dans le choix de son préposé ou représentant.

C'était la règle dans tous les Etats allemands, à l'exception des provinces du Rhin, où le droit français s'était conservé ; la victime de l'accident avait par conséquent, aux termes de l'article 1384 du Code civil, une action contre le maître, à raison des fautes commises par son préposé.

En 1871, la loi du 7 juin vint apporter une première modification à la législation existante ; elle déclarait que pour tous les accidents survenus sur les chemins de fer, l'entrepreneur serait toujours responsable, à moins qu'il ne rapportât la preuve que l'accident était arrivé par force majeure, ou par

la propre faute de la personne tuée ou blessée ; la même loi étendait à tous les accidents survenus dans les mines, carrières, minières, ou dans une usine, une règle analogue, mais en édictant que, pour ces accidents, il fallait, pour entraîner la responsabilité du chef d'industrie, établir la faute de ce dernier ou de ses représentants.

Nous pouvons citer à ce sujet un jugement du tribunal de Stuttgard en date du 28 novembre 1894 : « Le patron n'est pas responsable de l'accident survenu à l'ouvrier dans le cours de son travail, si l'accident est dû à la faute de l'ouvrier (1). »

Cette nouvelle législation souleva de nombreuses critiques : patrons et ouvriers réclamèrent d'autres modifications qui leur furent accordées, mais qui ne tardèrent pas à leur paraître insuffisantes : et c'est alors que naquit l'idée de l'assurance obligatoire.

Le 6 juillet 1884, elle était adoptée ; il en résulte que les conséquences des accidents des ouvriers sont supportées en totalité par les industriels, et que l'assurance couvre non seulement les accidents dus à la force majeure et au cas fortuit, même ceux qui sont dus à la négligence ou à la faute de l'ouvrier.

Donc, en Allemagne, la faute lourde de la victime est en principe sans influence sur le droit au bénéfice de l'assurance.

1. *Journal de droit international privé*, 1876, p. 376.

Toutefois nous devons ajouter, d'après M. Sachet, une restriction très importante : « Dans son application, écrit cet auteur, la loi est de beaucoup moins absolue ; en effet les tribunaux se montrent très rigoureux pour reconnaître un caractère industriel aux accidents causés par la faute de la victime. Ils considèrent que celle-ci a été atteinte en dehors de son travail et ils lui refusent toute indemnité, lorsque l'acte générateur qui lui est imputable est susceptible de se détacher de ses fonctions. »

La simple violation d'une interdiction formulée par le chef d'entreprise est parfois suffisante, pour produire cet effet à la condition que cette interdiction formulée par le chef d'entreprise ait eu pour objet la définition même des limites du travail. Telle serait l'utilisation par l'ouvrier d'un appareil (monte-charge, par exemple) pour un usage formellement interdit ; la violation de cette interdiction, ajoute la décision (1), rompt le lien qui rattache le blessé à son travail, et l'accident qui en résulte perd son caractère industriel.

Quant à la faute du patron, ou de ses préposés, pouvant consister dans une simple négligence dans le service, elle a pour effet d'autoriser les corporations d'assurances à se faire rembourser toutes leurs dépenses, et peut également donner lieu, suivant

1. *Off. imp.*, 10 janv. 1890. Bellom.

sa gravité, à des dommages-intérêts supplémentaires, en faveur de la victime (art. 91) ; toutefois il faut, pour qu'il en soit ainsi, que la faute du patron ait été constatée par la juridiction répressive (art. 96).

Ainsi, la législation allemande traite les patrons et les contremaîtres avec plus de rigueur que les ouvriers ; elle dispose qu'une faute lourde n'enlève pas à l'ouvrier son droit à la pension, tandis qu'il suffit d'une simple négligence dans le service pour rendre le chef d'entreprise ou le surveillant responsable envers l'association de toutes les conséquences de l'accident provoqué par sa faute (1).

II. — ANGLETERRE

Cette matière est régie par la loi du 6 août 1897.

Jusqu'à cette époque la responsabilité des patrons, « en matière d'accidents arrivés dans le travail aux salariés sous leurs ordres », était réglée par la loi de 1880.

Leur situation était analogue à ce qu'elle était en France avant la loi de 1898, c'est-à-dire que l'ouvrier blessé ou les ayants droit de l'ouvrier tué pouvaient leur réclamer une indemnité, mais seulement s'ils prouvaient que les patrons avaient commis une

1. Sachet et Bellom. *Assurances ouvrières en Allemagne*, p. 98.

faute ou personnelle ou par la faute de ceux qu'ils employaient.

Au contraire la loi du 6 août 1897 a adopté le système du risque professionnel.

En ce qui concerne spécialement la faute du patron et de l'ouvrier, nous ne pouvons mieux faire que de citer le texte même de la loi.

Article premier paragraphe 2. —... b) si le dommage est causé par la négligence ou le fait personnel du patron ou de quelqu'un dont le patron est responsable, qu'il s'agisse d'acte ou d'omission, la responsabilité civile du patron subsiste, et dans ce cas l'ouvrier a le choix ou de réclamer l'indemnité allouée à la présente loi ou de recourir à la voie qui lui était ouverte antérieurement.

Le patron ne peut être poursuivi par les deux voies à la fois, et il ne peut être poursuivi par la voie ancienne, que pour négligence ou faute personnelle, comme il a été déjà dit.

c) La demande de l'ouvrier sera repoussée, s'il est établi que l'accident est dû à une faute lourde de sa part.

Ainsi la faute lourde aux termes de la loi anglaise, est exclusive du droit à l'indemnité.

C'est M. Chamberlain qui déclara qu'il trouvait « monstrueux » qu'on prétendit indemniser l'ouvrier en faute, qui souvent a fait d'autres victimes avec lui (1).

1. *Annuaire de législation étrangère*, 1897, p. 18.

III. — AUTRICHE

D'après les principes du droit commun, le chef d'entreprise n'était en Autriche et avant 1887, responsable que de ses fautes personnelles. La faute de ses employés n'engageait sa responsabilité que dans le cas où il était prouvé qu'il y avait eu faute de sa part dans le choix de ses employés ou préposés.

En 1887, un nouveau projet de loi, s'inspirant des lois allemandes sur l'assurance obligatoire, fut soumis au Parlement qui l'adopta le 28 décembre.

Comme en Allemagne, la faute lourde de la victime est en principe sans influence sur le droit au bénéfice de l'assurance, et de même d'après M. Sachet, la jurisprudence tend à exclure de la loi tout accident causé par la faute de la victime ; on peut citer un jugement du tribunal arbitral de Prague en date du 9 novembre 1893 (1), qui décida que l'accident consécutif à une action interdite par le patron, ne doit pas être considéré comme un accident de travail, et par suite ne donne droit à aucune indemnité au profit de celui qui en est victime.

Quant à la faute grossière du chef d'entreprise ou de son représentant légal, elle le replace sous le droit commun de la responsabilité (art. 1325 et 1326

1. Bellom. *Ass. ouv. en Autriche*, p. 710.

du Code civil autrichien), et le rend passible non seulement des dommages-intérêts accordés par la loi à l'établissement d'assurances, mais encore d'une réparation intégrale envers l'ouvrier blessé (art. 46 de la loi).

Ainsi, écrit M. Sachet, la loi est suivant les points de vue auxquels on se place, plus ou moins favorable au patron que la loi allemande.

Elle est plus favorable, en ce sens qu'elle ne rend le patron responsable qu'en cas de faute grossière, sans cependant définir ce qu'elle entend par cette expression, tandis qu'une simple négligence suivie d'une condamnation pénale oblige le patron allemand à désintéresser l'association d'assurances.

Mais deux clauses de la loi autrichienne placent le patron dans un état d'infériorité vis-à-vis de son concurrent allemand : il est responsable en effet de l'inaptitude technique de son représentant légal, et dans ce cas comme dans celui de faute grossière, il n'est pas seulement tenu de réparer l'accident dans les limites prévues par la loi d'assurances, mais sa responsabilité devient entière et rentre dans le droit commun.

IV. — BELGIQUE

Adoptée le 16 juillet 1903, par la Chambre des représentants, et le 17 décembre suivant par le

Sénat, la loi belge sur les accidents du travail a été sanctionnée par le roi le 24 décembre 1903.

Elle couvre la faute lourde :

« Lorsque l'accident est survenu dans le cours et par le fait de l'exécution du travail, l'indemnité est due sans que la victime ait à justifier d'une faute quelconque dans le chef du patron, et sans qu'on puisse lui opposer sa propre négligence, ou imprudence, si grave soit-elle. »

Le texte même de la loi est très clair, et tout commentaire est superflu.

Citons seulement ces réflexions d'auteurs belges, qui confirment le principe et indiquent pour quels motifs il a été adopté :

« La réparation est due, abstraction faite de toute faute... Le risque professionnel comprend le bloc des fautes sans division... »

« Toute contestation sur le principe est ainsi supprimée. Dans ce système, plus de procès coûteux et incertains. La loi repose donc sur le principe du forfait absolu, et dès lors écarte toute possibilité de discussion au sujet de la faute. »

« L'ouvrier, coupable de faute grave, cause de l'accident, trouve pour ainsi dire un titre dans sa faute elle-même. Il sera condamné et pensionné, mais l'intérêt général demande que l'injustice apparente de ce fait soit couverte par la nécessité sociale (1). »

1. V. Pandectes belges. Responsabilité civile.

V. — DANEMARK

Il suffit de citer l'article 1^{er} de la loi du 7 janvier 1898, pour connaître la restriction importante, qu'il apporte aux principes généraux du risque professionnel, dans le sens de la loi française.

Article premier. — « Lorsqu'un ouvrier occupé chez l'un des entrepreneurs désignés à l'article 3 est victime d'un accident, qui réduit à titre temporaire ou permanent sa capacité de travail, il est, dans les limites et selon le mode que définit la présente loi, assuré contre les conséquences de la perte éprouvée dans la capacité de travail, pourvu que l'accident, en ce qui concerne les exploitations désignées à l'article 4, ait été causé par le travail ou par les conditions dans lesquelles le travail a lieu, et qu'en ce qui concerne les exploitations désignées à l'article 4, il eût été occasionné par celui des moyens d'exploitation qui y est visé...

« Sont toutefois exclus de l'assurance les accidents que les ouvriers eux-mêmes ont occasionnés par intention ou par grave négligence. » (1)

VI. — ESPAGNE

La loi du 30 janvier 1900, déterminant la respon-

1. V. *Annuaire de législation étrangère*, 1898, p. 566.

sabilité des accidents de travail en Espagne n'est pas très explicite sur le point qui nous occupe ; au principe général du risque professionnel, qu'elle admet, elle ne fait qu'une seule atténuation, contenue dans son article 2.

« Le patron est responsable des accidents survenus à ses ouvriers par le fait ou dans l'exercice de la profession ou du travail qu'ils accomplissent, à moins que l'accident ne soit dû à une force majeure étrangère au travail, dans lequel se produit ledit accident (1). »

VII. — ETATS-UNIS

Pour mémoire, disons que la plupart des Etats de l'Union sont encore régis, en ce qui concerne les accidents de travail par les règles admises en Angleterre, antérieurement à la loi de 1880.

Certains Etats (Alabama, loi de 1886 ; Massachusetts, loi de 1887) ont toutefois édicté des mesures analogues à celles de la loi anglaise de 1880.

L'Etat de Maryland a admis dans la loi du 1^{er} juillet 1902 le principe du risque professionnel et l'obligation de l'assurance de l'Etat (2).

1. Voir *Annuaire de législation étrangère*, 1900, p. 286.

2. *Pandectes françaises. Travail. Législations étrangères.*

VIII. — FINLANDE

La Finlande est gouvernée, en matière d'accidents du travail, par la loi du 5 décembre 1895.

Celle-ci, dès son article 1, pose le principe de l'obligation pour le patron de réparer les conséquences des accidents du travail, mais elle refuse de considérer comme accidents du travail, ceux qui résultent soit de l'intention, soit d'une négligence grave de la victime, soit de l'intention d'une personne étrangère à la conduite ou à la surveillance de l'entreprise, soit de la force majeure, ou d'un événement sans relation avec la nature du travail exécuté, ou avec les conditions d'exécution de ce travail (1).

IX. — HONGRIE

La question de la responsabilité patronale, en cas d'accidents du travail est actuellement réglée en Hongrie par des dispositions empruntées textuellement aux articles 1315 et 1161 du Code civil autrichien.

En conséquence le patron n'est responsable que de sa propre faute : il n'est pas responsable de celle de ses préposés (2).

1. Pand. franç. Législations étrangères. Travail.

2. *Ibid.*

X. — ITALIE

La matière est actuellement réglée en Italie par la loi du 17 mars 1898.

Tout accident du travail, quelle que soit sa cause : cas fortuit, force majeure, faute même lourde du patron ou de l'ouvrier est couvert par l'assurance.

Toutefois ce principe de responsabilité intégrale comporte une exception ; en effet, aux termes de l'article 22 de ladite loi, « la responsabilité civile du droit commun est maintenue à la charge du propriétaire, du chef ou de l'exploitant de l'entreprise, de l'industrie ou de la construction, lorsqu'une sentence pénale aura établi que l'accident est arrivé par suite d'un fait imputable à ceux qu'il a préposés à la direction ou à la surveillance du travail ».

Pour plus d'explications, il est intéressant de reproduire celles que fournit à ce sujet M. Vincent Magaldi, docteur en droit, directeur de la division du Crédit et de la Prévoyance au ministère du Commerce à Rome, dans son rapport au Congrès international des accidents du travail et des assurances sociales, tenu à Paris, du 25 au 30 juin 1900.

« La loi, dit-il, n'admet la responsabilité civile de l'industriel, que si les faits, qui ont eu pour conséquence l'accident, constituent un délit dans le sens légal du mot et donnent lieu à une condamnation pénale soit

contre le patron, soit contre un des préposés à la surveillance.

« Il faut donc le concours de deux éléments : le caractère du délit judiciairement constaté et le fait qu'il y a eu condamnation définitive.

« Du moment qu'une sentence pénale ne peut être prononcée qu'en cas de délits prévus par les articles 371 et 375 du Code pénal, c'est-à-dire pour les cas suivis de mort ou de lésions corporelles, causées par imprudence, négligence, ignorance, ou dérogation aux lois et règlements, l'appréciation des circonstances du fait, qui donneraient naissance à la responsabilité civile ne peut conduire à ces variations de jurisprudence, qui se seraient produites, si l'on avait établi le principe de la faute lourde ou de la faute inexcusable.

« La réparation du dommage n'est pas due, quand le magistrat décide que le montant n'excède pas l'indemnité fixée par la loi. Et quand la réparation est plus forte il n'est dû à l'ouvrier ou à ses héritiers que le paiement de la part qui excède l'indemnité admise par la loi...

« La faute de l'ouvrier ne peut être invoquée pour la fixation de l'indemnité. Et on le comprend aisément si l'on considère que l'ouvrier n'exerce point des fonctions directives, et que la négligence qui lui est préjudiciable à lui-même est tout à fait différente de celle qui est préjudiciable aux autres, et

que la nature humaine est ainsi faite que pour assurer la sécurité des autres, il faut un stimulant plus fort que pour garantir la propre sécurité de chacun.

« Ainsi l'ouvrier souvent obligé à la répétition quotidienne de la même opération se familiarise facilement avec le danger, et enfin pratiquement, quand l'ouvrier est seul atteint on n'a pas cette base d'appréciation qui est la condamnation pénale. »

En résumé, la loi italienne couvre toujours la faute de l'ouvrier, quelle qu'en soit la gravité, et au contraire fait tomber sous l'application du droit commun la faute du patron qui a entraîné pour lui une condamnation correctionnelle.

Elle est donc fort rigoureuse pour ce dernier.

XI. — GRAND-DUCHÉ DU LUXEMBOURG

Une loi du 5 avril 1902 a organisé l'assurance contre les accidents du travail dans des conditions analogues à la loi allemande et autrichienne.

Le législateur luxembourgeois s'est donc rallié au système de la couverture de la faute lourde et considère les indemnités allouées comme le résultat d'une transaction et que de part et d'autre on doit faire des sacrifices ; l'ouvrier, blessé peut-être par la faute lourde de son patron, ne touchera que 66 2/3 o/o du salaire ; par contre l'ouvrier blessé par sa propre faute, par sa grande négligence, par l'inobservation

manifeste et réitérée des règlements d'atelier, touchera la même indemnité. La loi n'exclut le droit à l'indemnité que pour le cas où la victime a provoqué l'accident à dessein, intentionnellement.

Pour que la moindre condamnation pénale ne prive pas l'ouvrier des bienfaits de l'assurance, la loi prévoit une restriction, c'est-à-dire qu'elle exige que l'ouvrier soit condamné irrévocablement à une peine d'emprisonnement de quinze jours ou à une amende de 300 francs, ou à une peine d'emprisonnement de huit jours et à une amende de 150 francs (1).

XII. — NORVÈGE

C'est une loi du 23 juillet 1894, modifiée par les lois du 6 août 1897 et du 23 décembre 1898, qui a organisé l'assurance des ouvriers de fabrique contre les accidents du travail.

Les patrons ne sont pas responsables personnellement du paiement d'une indemnité, sauf dans le cas où ils ont constaté par une sentence pénale, qu'ils ont causé l'accident intentionnellement, ou par une

1. *Note sur la législation, concernant l'assurance obligatoire des ouvriers contre les maladies et accidents dans le Grand-Duché de Luxembourg*, par H. Neumann, conseiller d'Etat.

négligence grave, dans lesquels cas ils doivent payer une indemnité d'après les règles de droit commun.

L'article 32 de la loi est d'ailleurs de lui-même très explicite : « Les accidents qui tombent sous l'application de la présente loi, n'imposent ni au patron, ni à ses représentants, directeurs, fondés de pouvoirs, surveillants, préposés et personnes assimilées, aucune obligation personnelle de payer une indemnité, excepté dans le cas où il est constaté par une sentence pénale que l'assuré a causé l'accident soit intentionnellement, soit par une négligence grave.

Dans ce cas, la personne condamnée doit une indemnité fixée d'après les règles du droit commun et consistant en une somme, dont une décision judiciaire détermine la valeur.

« Le blessé ou ses ayants droit reçoivent en tout cas de l'établissement d'assurance l'indemnité fixée par les articles 4 et 5.

« Dans la mesure où l'établissement d'assurance et la caisse de maladie intéressée ont effectué des dépenses ou contracté des engagements, le droit d'indemnité du blessé passe à cet établissement ou à cette caisse.

« Si la valeur totale de l'indemnité adjugée ne peut pas être obtenue, on alloue du moins au blessé ou à ses ayants droit ce qui lui revient dans cette valeur

totale avant que les droits de l'établissement d'assurances n'aient reçu satisfaction (1). »

XIII. — PAYS-BAS

Une loi en date du 2 janvier 1901 a été faite « sur l'assurance officielle des ouvriers, contre les conséquences pécuniaires des accidents, dans certaines industries ». Elle a rendu l'assurance obligatoire, mais elle a laissé aux patrons le choix des moyens pour conclure cette assurance, aux termes des paragraphes 2 et 3 de l'article 28.

Si un assuré est victime d'un accident imputable à son ivresse, l'allocation temporaire visée à l'article 20 et la pension à laquelle il doit avoir droit en vertu de l'article 21 sont réduites à la moitié de leur valeur.

Si l'accident est imputable à l'état d'ivresse de la victime, l'ouvrier n'a droit qu'à la moitié des indemnités temporaire ou permanente, et si cet accident est suivi de mort, ses ayants droit ne touchent aucune pension.

D'autre part, l'article 88 contient la disposition suivante : « La responsabilité civile du patron, qui résulte des articles 1406 et 1407 du Code civil, n'est

1. *Annuaire de législation étrangère*, 1894, p. 738. Note de M. Maurice Bellom.

pas suspendue lorsqu'un accident est survenu à l'assuré par suite de l'exécution du travail, et que le juge pénal a, par une décision devenue définitive, condamné le chef ou le directeur de l'entreprise pour l'un des actes coupables mentionnés dans le Code pénal, Livre II, titres VII, XIX, XX et XXI (1). »

XIV. — PORTUGAL

La responsabilité du patron à l'égard des accidents du travail est régie par le droit commun, c'est-à-dire par les articles 2372 et 2398 du Code civil ; aux termes de ces articles, les chefs d'entreprise ne sont responsables que des dommages causés par leur faute ou par celle de leurs agents ; mais leur responsabilité exige que ces dommages proviennent d'actes contraires aux règlements, ou de la négligence volontaire apportée dans l'observation desdits règlements.

Elle est, d'autre part, atténuée en cas de faute ou de négligence de la victime (2).

XV. — RUSSIE

Une loi du 2 juin 1903, complétée par avis du Conseil de l'Empire du même jour, régit la réparation des accidents du travail.

1. Serre.

2. Pand. Franç. Législations étrangères.

Elle repose sur les principes du risque professionnel, de la responsabilité présumée du chef d'entreprise et de l'indemnité forfaitaire.

Dans certains cas, cependant, le patron est dégagé de cette responsabilité forfaitaire :

1^o Lorsqu'il prouve que l'accident est dû à une imprudence grave de la part de la victime, que ne justifient pas les conditions dans lesquelles le travail est organisé et exécuté.

Le législateur russe s'est montré plus rigoureux que le nôtre sur ce point, puisqu'une faute lourde prouvée à la charge de la victime la prive de tout droit à l'indemnité.

Par contre, une faute inexcusable commise par le patron ne peut jamais avoir pour effet de permettre la majoration des indemnités dues aux ouvriers ;

2^o Lorsqu'on se trouve dans un cas de force majeure ;

3^o Lorsque l'accident a été causé par un tiers (1).

XVI. — SUÈDE

La loi du 5 juillet 1901 règle les indemnités dues aux ouvriers pour les blessures causées par les accidents du travail ; elle reconnaît le principe du ris-

1. *Annuaire de législation étrangère*, 1903, p. 567. Extrait de l'analyse de la loi par M. Alex. Rinlos.

que professionnel ; mais renferme une exception dans le paragraphe 2 de son article 1 : « Toutefois une telle indemnité n'est allouée en aucun cas pour des blessures que le blessé s'est attirées lui-même intentionnellement ou par une négligence grave, ou qui ont été causées intentionnellement par un tiers, si celui-ci n'a ni la direction, ni la surveillance du travail. »

Ajoutons que, dans cette loi, le contremaître est assimilé à l'ouvrier (1).

XVII. — SUISSE

La responsabilité des accidents du travail est restée jusqu'en 1875 soumise au droit commun.

Le chef d'industrie n'était responsable que de sa propre faute.

La loi du 1^{er} juillet 1875 introduisit un principe nouveau dans la législation : elle déclarait que toute entreprise de chemins de fer et de bateaux à vapeur serait responsable de tout accident survenu dans l'exploitation, à moins que l'entreprise ne prouvât que l'accident était dû à une faute de la victime ou à la force majeure.

Le 23 mars 1877, une autre loi rendait le propriétaire d'une fabrique responsable des dommages cau-

1. *Annuaire de législation étrangère*, 1901, p. 422.

sés, si son mandataire représentant ou surveillant occasionnait par sa faute les blessures ou la mort de l'ouvrier.

Le même propriétaire était responsable si l'exploitation de la fabrique avait occasionné les blessures ou la mort d'un ouvrier, même s'il n'y avait pas eu faute de ses préposés sauf à lui à prouver que l'accident était dû à la faute de la victime, ou à la force majeure.

Quatre ans plus tard, cette loi fut remplacée par celle du 25 juin 1881, qui modifiait le montant des indemnités, mais maintenait les mêmes principes de responsabilité ; c'est ainsi qu'elle déclarait à nouveau le patron responsable de l'accident, lors même qu'il n'y avait pas eu faute de sa part, à moins qu'il ne prouvât que l'accident avait eu pour cause la force majeure, un acte criminel ou délictueux, ou enfin la propre faute de la victime (1).

Les effets de la loi de 1881, d'abord limités aux ouvriers de fabrique proprement dits, furent étendus à d'autres industries par la loi du 26 avril 1887.

Puis le 5 octobre 1899, une loi était votée par les chambres fédérales, et promulguée, au moins à titre provisoire et sauf recours au referendum.

Cette loi avait pour but d'introduire l'assurance obligatoire contre les accidents. Mais elle ne reçut

1. *Pandectes françaises*. Assurance contre les accidents.

pas l'approbation populaire ; le 20 mars 1900, appelé par voie de referendum à se prononcer sur son adoption, le peuple suisse rejeta le projet par 137.000 non contre 147.000 oui, et 150.000 abstentions, si bien qu'en définitive il n'existe pas en Suisse de législation spéciale aux accidents de travail.

Tel est l'état actuel des législations étrangères, envisagées surtout au point de vue de la faute de l'ouvrier, et du patron en matière d'accidents de travail.

De l'exposé, que nous venons de faire, il résulte qu'on peut les classer en trois groupes :

1° Celles qui admettent le risque professionnel intégral (législations allemande, autrichienne, belge, italienne, luxembourgeoise) ;

2° Celles qui excluent la faute lourde (législation anglaise) ;

3° Celles qui acceptent en principe le risque professionnel, mais le rejettent en cas de négligence grave ou de force majeure (législations danoise, finlandaise, espagnole, russe, suédoise).

Or ces diverses catégories correspondent exactement à celles que nous avons établies à l'occasion des théories émises durant la discussion de la loi du 9 avril 1898 en France.

Nous croyons par conséquent inutile d'examiner à nouveau et de discuter chacune d'elles.

CONCLUSION

Maintenant que nous connaissons l'œuvre du législateur de 1898, relativement à la faute inexcusable de l'ouvrier et du patron en matière d'accidents de travail, jetons sur elle un dernier coup d'œil d'ensemble et essayons de la juger.

Mais, en premier lieu, une question se pose, qu'il nous faut solutionner avant tout autre, car on ne peut résoudre un problème que si l'on en connaît exactement les données : quel est le sens attaché à cette nouvelle expression de faute inexcusable.

La réponse n'est pas aisée, nous l'avons vu ; nous en avons même indiqué les raisons : silence de la loi, divergences, et même contradictions, dans les travaux parlementaires dans la doctrine et dans la jurisprudence, — variété infinie des cas, — obligation de les apprécier d'après les circonstances qui ont entouré l'accident.

Si même nous écoutions les avertissements de certains, notamment des conseillers à la Cour d'Orléans, déclarant dans un arrêt en date du 18 décembre

1903 (1) qu'il est inutile et même dangereux de donner une définition de la faute inexcusable, car elle pourrait gêner la libre appréciation des juges, laquelle doit s'exercer d'une manière souveraine, parmi la variété des faits, — nous nous arrêterions aussitôt et abandonnerions cette étude.

Mais non ! ce serait demeurer dans l'incertitude, source de confusions et d'erreurs, qu'il est au contraire utile et nécessaire de dissiper.

D'ailleurs nos recherches nous ont déjà appris les caractères que présente toute faute inexcusable ; il suffit donc de les rassembler et les coordonner pour en donner la définition suivante :

Toute faute est inexcusable quand elle est volontaire, réfléchie, faite de propos délibéré, en connaissance de cause, sans utilité, sans nécessité, sans motif.

Certes, nous n'avons pas la prétention de croire que cette définition est à l'abri de toute critique, — laquelle n'est pas critiquable ? — mais nous pensons qu'elle est exacte, et qu'elle contient les éléments essentiels de cette faute particulière.

Quant au rang qu'elle occupe dans l'échelle des fautes il n'est pas douteux que la faute inexcusable se trouve entre la faute lourde du droit commun et la faute intentionnelle qui est un délit. Et, en effet,

1. *Recueil des documents du ministère du Travail*, I, 1904.

en innovant en matière civile ce terme « inexcusable » le législateur a spécifié qu'elle ne pouvait pas être confondue avec la faute lourde ; de même, en lui consacrant un paragraphe spécial, il l'a nettement distincte de la faute intentionnelle.

La voilà ainsi définie et classée ; désormais il nous est facile de reconnaître dans quels cas nous nous trouvons en présence d'une faute inexcusable ; et nous savons quels sont les éléments dont nous devons tenir compte, pour en apprécier le degré de gravité, et par suite déterminer les conséquences qu'elle doit entraîner.

En nous aidant de la compétence des auteurs et de l'expérience des juges, nous avons pu combler la lacune, que nous avions signalée dans la loi ; et nous voulons croire que bientôt la question de la faute inexcusable reviendra devant les Chambres, pour être reprise, complétée et précisée. Nous avons dit qu'elle était restée en suspens en 1898, parce que le législateur de cette époque désirait connaître les résultats de la mise en application de la doctrine, qu'il avait adoptée, avant de la régler d'une façon définitive. Aujourd'hui, malgré ses divergences apparentes, la jurisprudence est formée sur ce point ; il reste à lui donner l'autorité de la loi.

Nous espérons en effet que le nombre des litiges, occasionnés par les difficultés d'interprétation de l'article 20, diminuera le jour où les parties connat-

tront exactement quels sont leurs droits ; c'est parce qu'elles ne voient pas dans la loi des exemples de fautes inexcusables, auxquels elles peuvent comparer leur propre cas, qu'actuellement elles ont presque toujours recours aux tribunaux.

Or il est sage d'éviter en cette matière le plus grand nombre possible de procès, car ils mettent en présence patrons et ouvriers, qui deviennent ainsi des adversaires, et, au lieu de faire une loi d'apaisement social, on risque alors de déposer de part et d'autre, des germes de discorde et de conflit.

Cette revision de l'article 20 devra-t-elle entraîner une réforme de la loi ? Nous ne le pensons pas, car la théorie transactionnelle de la faute inexcusable, telle que nous la rencontrons dans la loi de 1898, nous satisfait mieux que celle du risque professionnel intégral ou de l'exclusion de la faute lourde.

Celle-ci — exclusion de la faute lourde — ne nous paraît pas équitable, surtout en l'état de l'industrie moderne ; priver l'ouvrier de son indemnité, parce qu'il a commis une faute lourde, est une rigueur excessive ; et la loi a raison de faire intervenir le patron pour adoucir le sort misérable de l'ouvrier blessé.

Celle-là — risque professionnel intégral — nous semble profondément injuste et fâcheuse ; injuste, en obligeant le patron à pensionner sans restriction l'ouvrier, qui a commis une faute lourde, et en n'in

demnissant pas complètement l'ouvrier, victime d'un accident provoqué par une faute grossière de son patron ; fâcheuse, parce que nécessairement elle introduit le laisser-aller dans les exploitations industrielles ; le chef d'entreprise pourra être moins prévoyant, ne pas prendre toutes les mesures préventives désirables contre les accidents de travail, et l'ouvrier tiendra peut-être moins compte des règlements d'atelier, et des prescriptions verbales, qui leur sont faites.

Mais là ne sont pas, à notre avis, les défauts capitaux de ces théories, qui ont passé dans certaines législations étrangères, et où elles sont l'objet de nombreuses récriminations ; c'est leur inflexibilité, leur rigidité, c'est qu'elles s'appliquent d'une manière invariable et absolue à tout les cas, c'est qu'elles « fonctionnent à la manière d'une batteuse mécanique. »

Au contraire, ce qui nous fait juger favorablement l'article 20 de la loi du 9 avril 1898, visant cette question, c'est qu'il estime qu'en matière d'accident de travail une faute doit être plus que lourde, pour être sans excuses, et faire l'objet de dispositions plus rigoureuses ; c'est que dans les cas si délicats de faute inexcusable, il est souple, élastique, et donne au juge la faculté de tenir compte dans une très large mesure de l'infinie diversité et de l'extrême complexité des

causes et des circonstances qui accompagnent tout accident.

Et notre approbation sera alors sans réserves, quand nos législateurs auront défini exactement, et précisé nettement les caractères de la faute inexcusable.

Vu : le président de la thèse
JAY

Vu : le Doyen
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD

BIBLIOGRAPHIE

Annuaire de législations étrangères.

Bellom. — Responsabilité en matière d'accidents de travail.

Cabouat. — Traité des accidents du travail.

Dalloz. — Recueil de jurisprudence.

Feolde. — Accidents du travail et assurances contre les accidents.

Gazette des tribunaux.

Gazette du Palais.

Jay (Raoul). — L'assurance ouvrière et la solidarité dans l'industrie.

— Revue politique et parlementaire, septembre 1905.

La Loi.

Lecouturier. — Traité théorique et pratique des accidents de travail.

Loubat. — Traité sur le risque professionnel.

Michel (Léon). — La responsabilité civile des patrons envers les ouvriers, en cas d'accidents et la loi du 9 avril 1898.

Recueil des documents sur les accidents de travail réunis

par le ministère du Travail et de la Prévoyance
sociale.

Pandectes belges.

Pandectes françaises.

Sachet. — Traité théorique et pratique de la législation sur
les accidents du travail.

Serre. — Les accidents du travail.

Sirey. — Recueil de jurisprudence.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
CHAPITRE I. — Définition et caractères de la faute inexcusable	11
<i>Section I.</i> — Travaux parlementaires	13
<i>Section II.</i> — Doctrine.	39
<i>Section III.</i> — Jurisprudence.	61
CHAPITRE II. — Conséquences de la faute inexcusa- ble	84
<i>Section I.</i> — De l'ouvrier.	85
<i>Section II.</i> — Du patron	96
CHAPITRE III. — Législations étrangères.	114
CONCLUSION.	137

